



MONTREAL - P. Q.  
 LE PERCEPTEUR DU  
 REVENU PROVINCIAL  
 445 ST-GABRIEL

# Gazette officielle de Qu

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 30 DÉCEMBRE 1944

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 30TH, 1944

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi,

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

**Tarif des Annonces, Abonnements, etc.**

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions; et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
5200—1—52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

**Advertising Rates, Subscriptions, etc.**

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
5200—1—52

**Lettres patentes**

"Betty Belle Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Louis Kling, manufacturier, Rae Gelmanovitch, ménagère, épouse séparée de biens de Louis Kling et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Lea Gelmanovitch, commis, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou autrement faire le commerce ou le négoce de vêtements de toute nature et description pour enfants, sous le nom de "Betty Belle Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treizième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8085 P. FRENETTE.

**Letters Patent**

"Betty Belle Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1944, incorporating: Louis Kling, manufacturer, Rae Gelmanovitch, housewife, wife separate as to property of Louis Kling and duly authorized by him for these presents, and Lea Gelmanovitch, clerk, fille majeure et usant de ses droits, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export or otherwise deal in or with children's apparel of every nature and description, under the name of "Betty Belle Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1944.

8085-o P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"Block's Incorporated"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Morton Bloch, Norman Kopelman, Bea Finkelstein, épouse séparée de biens de Morton Bloch, tous trois marchands, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter et diriger des magasins de détail pour la vente d'effets et vêtements pour hommes et garçons, aussi des effets et vêtements pour femmes, demoiselles et enfants, et toutes autres choses incidentes à ceux, ainsi que tous autres articles habituellement vendus dans les magasins de cette nature, et acheter, vendre, importer, faire le commerce et le négoce de tous les articles susmentionnés, sous le nom de "Block's Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 2000 actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatrième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8086 P. FRENETTE.

**"Block's Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1944, incorporating: Morton Bloch, Norman Kopelman, Bea Finkelstein, wife separate as to property of Morton Bloch, all three merchants, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate and conduct retail stores for the sale of men's and boys' clothing and wearing apparel, also women's, misses' and children's clothing and wearing apparel and everything else incidental thereto, as well as all other articles usually sold in stores of this nature, and to buy, sell, import, trade and deal in all of the above mentioned articles, under the name of "Block's Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 2000 shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8086-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Camp Ville Marie"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de novembre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Willie Laroche, agent d'assurances, René DuRuisseau, barbier, Charles-Élias Rivet, pharmacien, André Bergevin, étudiant, et Rév. Père Maurice Lafond, prêtre C.S.C., tous cinq domiciliés et résidant à Montréal, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre et parfaire la ré-éducation morale, sociale et religieuse des enfants pauvres de langue française, en leur créant un lieu favorable à leur développement intégral et à leur apprentissage de la liberté, sous le nom de "Camp Ville Marie".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8087-o P. FRENETTE.

**"Camp Ville Marie"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Willie Laroche, insurance agent, René DuRuisseau, barber, Charles-Élias Rivet, druggist, André Bergevin, student, and the Rev. Father Maurice Lafond, Priest, C.S.C., all five domiciled and residing in Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To undertake and perfect the moral, social and religious re-education of poor children of the French language, by creating for them a place conducive to their whole development and to their training towards liberty, under the name of "Camp Ville Marie".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8087 Assistant Deputy Attorney General.

**"Canadian Art Theatre Incorporated"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Honorable Thomas Joseph Coonan, Reginald Plimsoll, tous deux C.R., avocats, et Edmund Hugh Reilly, notaire public, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de propriétaires de théâtres, gérants, producteurs, et en particulier pourvoir à la production, la représentation et

**"Canadian Art Theatre Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1944, incorporating: Honourable Thomas Joseph Coonan, Reginald Plimsoll, both K.C., advocates, and Edmund Hugh Reilly, notary public, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of theatre proprietors, managers, producers, and in particular to provide for the production, representation

l'exécution de toutes sortes de pièces de théâtre, opéras, opérettes, burlesque, vaudeville, revues, ballets, pantomimes, spectacles, promenades et autres concerts, et autres représentations et divertissements dramatiques et musicaux, sous le nom de "Canadian Art Theatre Incorporated", avec un capital total de \$20,000, divisé en cinq mille actions de la catégorie "A" d'une valeur au pair de \$1 chacune, et en trois mille actions de la catégorie "B" d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8088 P. FRENETTE.

**"Dalmax Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Bernard Benno Cohen, avocat, de la cité de Montréal, Dame Beatrice Ruth Cohen, sténographe, fille majeure, de la cité de Westmount, et Carl David Maldoff, gérant, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme manufacturiers, producteurs, marchands en gros, détaillants, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs et/ou marchands des effets, objets et marchandises suivantes, à savoir: habits, vêtements, marchandises tricotées, sacs, poches, contenants, draps, tissus, marchandises en cuir, marchandises sèches, articles de fantaisie, caoutchouc, caoutchouc india, gutta percha et tous articles contenant du caoutchouc sous aucune forme, marchandises imperméables, cellulose, boutons, boucles, ceintures, jarretières, bretelles, produits élastiques, parapluies, cannes, ornements, nécessaires de toilette, parfums et/ou savons, sous le nom de "Dalmax Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8089 P. FRENETTE.

**"Ernie Realities Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Henry Weinfield, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Samuel David Rudenko, avocat, et (Mademoiselle) Sarah Miller, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Placer, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre, échanger ou autrement disposer de terrains, bâtisses ou d'autres biens immobiliers, et droits réels, contrats et promesses de vente, brevets, permis, concessions et choses sem-

and performance of all kinds of stage plays, dramas, operas, operettas, burlesques, vaudeville, revues, ballets, pantomimes, spectacular pieces, promenades and other concerts, and other dramatic and musical performances and entertainments, under the name of "Canadian Art Theatre Incorporated", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into five thousand shares of class "A" stock of a par value of \$1.00 each, and three thousand shares of class "B" stock of a par value of \$5.00 each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8088-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Dalmax Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1944, incorporating: Bernard Benno Cohen, advocate, of the City of Montreal, Dame Beatrice Ruth Cohen, stenographer, spinster, of the City of Westmount, and Carl David Maldoff, manager, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, producers, wholesalers, retailers, importers, exporters, purchasers, vendors and/or dealers in the following goods, wares and merchandise, to wit: clothing, wearing apparel, knitted goods, bags, sacks, containers, cloth, fabrics, leather goods, dry goods, fancy goods, rubber, india-rubber, gutta percha and all articles containing rubber in any form, waterproof goods, cellulose, buttons, buckles, belts, garters, suspenders, elastic, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery and/or soap, under the name of "Dalmax Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into 100 common shares of the par value of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8089-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Ernie Realities Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1944, incorporating: Henry Weinfield, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Samuel David Rudenko, advocate, and (Miss) Sarah Miller, stenographer, both of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To invest in, purchase, lease or otherwise acquire, own, sell, exchange, or otherwise dispose of lands, buildings or other immovable properties, and real rights, contracts and promises of sale, patents, licenses, concessions and the like,

blables, et généralement en faire le commerce et le négoce par quelque manière que ce soit, sous le nom de "Ernie Realities Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en 490 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8090 P. FRENETTE.

**"Frances Joy Incorporated"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six novembre 1944, constituant en corporation: Jack Starr, manufacturier, madame Miriam Salomon, marchande publique, épouse séparée de biens dudit Jack Starr, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Alexander Salomon, manufacturier, et Frances Mindel, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, vendre, acheter, importer et exporter des vêtements de sport, blouses, jupes, pantalons de sport, costumes de sport, robes d'intérieur, robes de bain, jersey, liens, capuchons de sport, costumes de ski, pantalons de ski, jaquettes de ski et autres vêtements de ski, costumes de jeu, costumes de bain, shorts, chemises de sport, chemises, coupe-vent, jaquettes de nuit, lingerie pour femmes, pyjamas, robes, manteaux, mantes, vêtements d'enfants, étamine, bavettes, couches, habits de neige, porte-mouchoirs, confection pour dames, et en général des marchandises sèches, cotonnades, soieries, lainages et tout drap et tous complets et vêtements de toute sorte et description pour femmes et hommes et accessoires de toute sorte pour femmes et hommes, marchandises de sport et habits de sport de toute sorte, sous le nom de "Frances Joy Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3562 est, rue Ontario, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le six novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8091 P. FRENETTE.

**"Gatineau Amusement Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat, Léonie Delisle, secrétaire, et Marcella LeBlanc, commis de bureau, ces deux dernières filles majeures, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder, louer et exploiter des théâtres et donner en spectacle au public, moyennant rémunération, des représentations théâtrales, des vues animées, du vaudeville, des reproductions phonographiques, des chansons illustrées, des verres colorés pour chansons et en général des exhibitions et spectacles artistiques de toutes sortes;

and generally to deal and traffic therein, in any manner whatsoever, under the name of "Ernie Realities Inc.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into 490 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8090-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Frances Joy Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1944, incorporating: Jack Starr, manufacturer, Mrs. Miriam Salomon, marchande publique, wife separate as to property of the said Jack Starr, and duly authorized by him for these presents, Alexander Salomon, manufacturer, and Frances Mindel, fille majeure et usant de ses droits, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, sell, buy, import and export sportswear, blouses, skirts, slacks, slack suits, housecoats, bathrobes, jerseys, halters, parkas, ski suits, ski slacks, ski jackets and other ski clothing, play suits, bathing suits, shorts, sport shirts, shirts, windbreakers, bed-jackets, ladies' lingerie, pajamas, dresses, coats, cloaks, children's wear, buntings, bibs, diapers, snow suits, handkerchief holders, ladies' ready-to-wear, and generally in dry goods, cotton goods, silks, woollens and all cloths, and ladies' and gentlemen's clothing and garments of every kind and description, ladies' and gentlemen's furnishing of every kind, ladies' and gentlemen's sportswear, sporting goods and sporting apparel of every kind, under the name of "Frances Joy Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at 3562 Ontario Street East, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8091-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Gatineau Amusement Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1944, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate, Léonie Delisle, secretary, and Marcella LeBlanc, office clerk, the two latter, spinsters, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To own, lease and operate theatres, and give public performances for remuneration, of theatrical shows, moving pictures, vaudeville, phonographic shows, illustrated songs, colored slides for songs, and generally, exhibitions and artistic shows of every kind;

Organiser, promouvoir, conduire, exploiter et entretenir des salons de crème glacée, des fontaines d'eau gazeuse, des restaurants, cafés, des maisons où l'on sert à manger et lieux de rafraîchissements et en général exercer le commerce de pourvoyeurs et de restaurateurs, sous le nom de "Gatineau Amusement Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quatre cents (400) actions sans valeur au pair ou nominale, et en cent quatre-vingts (180) actions privilégiées de \$100.00 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de quatre mille dollars (\$4,000.-00).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8092-o P. FRENETTE.

To organize, promote, direct, operate and maintain ice-cream parlors, soda fountains, restaurants, cafés, eating houses, refreshment halls, and carry on generally the business of purveyors and restaurant-keepers, under the name of "Gatineau Amusement Inc."

The capital stock of the company will be divided into four hundred (400) shares without par or nominal value and one hundred and eighty (180) preferred shares of \$100. each, and the amount with which the company will begin its operations is four thousand dollars (\$4,000).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8092 Assistant Deputy Attorney General.

#### "General Distributors Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize novembre 1944, constituant en corporation: John David Chaikin, commis, David Abraham Chaikin, tous deux de la cité d'Outremont, et Hyman Hannon, de la cité de Montréal, les deux derniers, vendeurs, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce et négoce de trafiquants, marchands et détaillants de vêtements de toute sorte et description pour femmes, hommes et enfants; faire le commerce de marchandises sèches, soieries, satins, fournitures de tailleurs, tissus de toutes sortes et cotonnades de toute description, sous le nom de "General Distributors Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5505 Boul. St-Laurent, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treize novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8093 P. FRENETTE.

#### "General Distributors Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1944, incorporating: John David Chaikin, clerk, David Abraham Chaikin, both of the City of Outremont, and Hyman Hannon, of the City of Montreal, the two latter salesmen, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of jobbers, dealers and retailers in ladies', men's and children's clothing of any kind and description; to deal in dry goods, silks, satins, tailors' trimmings, textile fabrics of all kinds and cloth and cotton goods of every description, under the name of "General Distributors Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at 5505 St. Lawrence Blvd., Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8093-o Assistant Deputy Attorney General.

#### "Gilfred Realty Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Louis Mortimer Bloomfield, avocat, de la cité de Westmount, Philip Fischel Vineberg, avocat, Lazarus Bavitch, notaire, Rita Segal et Sorki Bavitch, filles majeures, sténographes, tous quatre de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, échange, donation, concession ou autres titres légaux, et détenir et posséder des terrains, biens immobiliers et immeubles d'aucune description, et développer, améliorer, exploiter et disposer ces propriétés en rues, ruelles, carrés, lots ou autrement, et ériger des maisons, maisons d'appartements, édifices à bureaux, établissements commerciaux et industriels, entrepôts et autres constructions d'aucune nature quelconque sur lesdites proprié-

#### "Gilfred Realty Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1944, incorporating: Louis Mortimer Bloomfield, advocate, of the City of Westmount, Philip Fischel Vineberg, advocate, Lazarus Bavitch, notary, Rita Segal and Sorki Bavitch, filles majeures, stenographers, all four of the city of Montreal, and all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise, and to erect houses, apartment buildings, office buildings, manufacturing and industrial buildings, warehouses and other constructions of any nature whatsoever, on said real property so acquired,

tés immobilières ainsi acquises, et vendre, hypothéquer, louer, donner à bail, transporter, échanger, disposer et négocier et faire le commerce de terrains, biens immobiliers, immeubles et des édifices dessus érigés, et matériaux de construction, et disposer de toutes rues, ruelles ou carrés situés sur ces propriétés en faveur d'aucune personne ou municipalités à tels termes et conditions que la compagnie peut juger convenable, sous le nom de "Gilfreed Realty Corporation", avec un capital total de \$49,980, divisé en 4,998 actions des parts ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8094 P. FRENETTE.

and to sell, hypothecate, lease, rent, convey, exchange, dispose of and otherwise deal in and with lands, real estate, immovables and the buildings thereon erected, and building requisites, and to dispose of any streets, lanes or squares on such property in favour of any person or municipalities on such terms and conditions as the company may think fit, under the name of "Gilfreed Realty Corporation", with a total capital stock of \$49,980.00, divided into 4,998 shares of common stock of the par value of \$10.00 each.

The chief place of business of the company will be in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"Graceline Handbags Ltd."**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize novembre 1944, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Arthur Kishner, expert comptable agréé, tous deux de la cité de Montréal, Percy H. Strean et Abraham Kastner, tous deux comptables agréés, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de marchands de cuir et manufacturiers de cuir et de manufacturiers de toutes sortes de marchandises en cuir, ou en cuir et matériel, ou en similicuir, et de toutes sortes de sacs à main, marchandises de fantaisie et nouveautés composés de quelque matériel que ce soit et aussi de toutes matières, substances et accessoires employés dans la fabrication du cuir ou des marchandises de similicuir, sous le nom de "Graceline Handbags Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treize novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8095 P. FRENETTE.

**"Graceline Handbags Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1944, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Arthur Kishner, certified public accountant, both of the City of Montreal, Percy H. Strean and Abraham Kastner, both chartered accountants, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of leather merchants and leather manufacturers and of manufacturers of all kinds of goods composed of leather, or of leather and materials, or of imitation leather, and of all kinds of handbags, fancy goods and novelties of whatsoever material composed and also of all materials, substances and accessories used in the manufacture of leather and leatherette goods, under the name of "Graceline Handbags Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"Hardware & Woodenware Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de novembre 1944, constituant en corporation: J. Salomon de Billy, fonctionnaire, résidant à Lauzon, Joseph Louis Roberge, gérant, résidant à Lévis, Louis Girard, avocat, Jean Baptiste Brown, comptable, tous deux de la cité de Québec, et Pierrette Gauvin, secrétaire, fille majeure, résidant à Cap Rouge, tous du district de Québec, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités, en gros et en détail, le commerce de manufacturiers de machineries, outils, congélateurs pour crème glacée, concasseurs à glace, pics à glace, crème glacée et accessoires de laiterie, fournitures de cuisine, seaux, cuves, ballots de vivres, articles en bois, machine servant à travailler le bois, instruments aratoires, ventilateurs, écrans, brûleurs à huile et

**"Hardware & Woodenware Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1944, incorporating: J. Salomon de Billy, functionary, residing at Lauzon, Joseph Louis Roberge, manager, residing at Lévis, Louis Girard, advocate, Jean Baptiste Brown, accountant, both of the City of Quebec, and Pierrette Gauvin, secretary, spinster, residing at Cap Rouge, all of the District of Quebec, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches, wholesale and retail, the business of manufacturers of machinery, tools, ice cream freezers, ice crushers, ice picks, ice cream and dairy supplies, kitchen furnishings, pails, tubs, food packages, woodenware, wood working machinery, farm implements, ventilators, screens, oil burners and heaters, under the name of "Hardware & Woodenware Inc.", with a total

fournaises, sous le nom de "Hardware & Woodware Inc.", avec un capital total de cinquante mille dollars (\$50,000), divisé en 500 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district de Saint-François.

Daté du bureau du procureur général, le quatrième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8096 P. FRENETTE.

**"Jay-Em Investment Corp."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Julius Borer, comptable, et dame Sophie Borer, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Borer et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, affermer, louer, avoir, améliorer, administrer, développer, vendre des propriétés immobilières;

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux et constructeurs, importateurs et marchands et manufacturiers de matériaux de construction, sous le nom de "Jay-Em Investment Corp.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huitième jour de novembre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,  
8097 P. FRENETTE.

**"J. Wayne Burnett Inc."**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six novembre 1944, constituant en corporation: J. Wayne Burnett, opérateur de service de radio-communication, madame Marjorie Sherriff Burnett, bourgeoise, épouse séparée de biens dudit J. Wayne Burnett, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Harold S. Freeman, avocat, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, importer, acheter ou autrement acquérir, vendre, réaliser, ou autrement en disposer, exporter, transformer, louer, breveter, distribuer, en gros et en détail, installer, réparer, et en général faire le commerce et négoce de radios, sans fil, télévision, radiotéléphones, signaux avertisseurs, machines électriques, automotrices, magnétiques et de communication, dispositifs, appareils, instruments, accessoires, équipement et pièces d'iceux, et toutes pièces d'appareils radiophoniques, accessoires et matériel de radio, et tous appareils employés dans la manufacture, l'installation, le service et la réparation de toutes sortes de radios, machines et équipement sans fil et télévision, et installer, assurer le service, réparer, équiper et montrer des appareils de radio, des machines sans fil et de télévision, systèmes et équipement;

capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000), divided into 500 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Coaticook, in the District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"Jay-Em Investment Corp."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1944, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Julius Borer, accountant, and Dame Sophie Borer, secretary, wife separate as to property of Julius Borer and duly authorized by him for these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, own, lease, rent, possess, improve, administer, develop, sell immoveable property;

To carry on the business as general contractors and builders, importers and dealers in and manufacturers of building materials, under the name of "Jay-Em Investment Corp.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

**"J. Wayne Burnett Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1944, incorporating: J. Wayne Burnett, radio service-man, Mrs. Marjorie Sherriff Burnett, housewife, wife separate as to property of the said J. Wayne Burnett, and duly authorized by him for these presents, and Harold S. Freeman, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, import, purchase or otherwise acquire, sell, realize, or otherwise dispose of, export, process, lease, license, distribute, both wholesale and retail, install, service repair, and generally deal in and with radio, wireless, television, radio telephone, warning signals, electrical, automotive, magnetic and communication machines, devices, apparatus, appliances, accessories, equipment, and parts thereof, and all parts of radio machines, radio accessories and supplies, and all apparatus used in the manufacture, installation, servicing or repairing of all kinds of radio, wireless and television machines and equipment, and to install, service, repair, equip and demonstrate radio, wireless and television machines, systems and equipment;

Manufacturer, acheter, ou autrement acquérir, vendre ou autrement en disposer, importer et faire le commerce en général de phonographes, records de phonographe et de gramophone, instruments de musique et instruments pour la reproduction du son ou de la vision ou autre, et d'accessoires, pièces, dispositifs et appareils d'iceux ou y touchant ou s'y rapportant de quelque manière, sous le nom de "J. Wayne Burnett Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le six novembre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,  
8098 P. FRENETTE.

**"Kay-Cee Toggery Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Louis Orenstein, Joseph Malen, Bernard S. Mergler, tous trois avocats, et Max N. Padber, comptable, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturier, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de la laine et des cotonnades, lainages, soieries, toiles et vêtements de toute sorte; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre, des vêtements, nouveautés et fournitures pour enfants, demoiselles et adolescentes, nouveautés et jouets, sous le nom de "Kay-Cee Toggery Limited", avec un capital total de cinquante mille dollars (\$50,000), divisé en 500 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sixième jour de novembre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,  
8099 P. FRENETTE.

**"La Cie de l'Aqueduc de St-Benoît Ltée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Godefroy Bourque, cultivateur et maire, Josaphat Bourque, marchand et conseiller, et Lucien Cloutier, assistant maître de poste, tous trois de Saint-Benoît Labre, dans le district de Beauce, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, à titre d'affaire en exploitation, le système d'aqueduc appartenant actuellement à Dame Veuve J. N. Cloutier, de St-Benoît Labre, comté de Beauce, ainsi que toutes les conduites d'eau, sources, réservoirs, et tous les droits et privilèges quelconque s'y rapportant, le tout dans la municipalité de St-Benoît Labre, comté de Beauce;

Acquérir tous autres systèmes d'aqueduc et toutes autres sources, droits, et privilèges que ladite compagnie trouvera convenable d'acquérir pour son objet;

Construire des canaux d'égoûts en la municipalité de St-Benoît Labre, les exploiter, les éten-

To manufacture, buy, or otherwise acquire, sell or otherwise dispose of, import and deal in generally phonographs, phonograph and gramophone records, musical instruments and reproducing instruments of sound or sight or otherwise, and accessories, parts, devices and appliances thereof or pertaining to or in any way connected therewith, under the name of "J. Wayne Burnett Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8098-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Kay-Cee Toggery Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1944, incorporating: Louis Orenstein, Joseph Malen, Bernard S. Mergler, all three advocates, and Max N. Padber, accountant, all of the City of Montreal, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool and cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling, clothing, novelties and children's, misses' and youth's supplies, novelties and toys, under the name of "Kay-Cee Toggery Limited", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000), divided into 500 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8099-o Assistant Deputy Attorney General.

**"La Cie de l'Aqueduc de St-Benoît Ltée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1944, incorporating: Godefroy Bourque, farmer and mayor, Josaphat Bourque, merchant and councillor, and Lucien Cloutier, assistant postmaster, all three of Saint-Benoît Labre, in the district of Beauce, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire as a going concern the waterworks system belonging actually to Dame Widow J. N. Cloutier, of St-Benoît Labre, county of Beauce, as well as all the water pipes, springs, reservoirs, and all the rights and privileges whatsoever appertaining thereto, the whole in the municipality of St-Benoît Labre, county of Beauce;

To acquire any other waterworks systems and all other springs, rights and privileges which the said company may deem advisable to acquire for its object;

To build sewerage drains in the municipality of St-Benoît Labre, to operate and extend the

dre et faire toutes les conventions, marchés nécessaires à cette fin, sous le nom de "La Cie de l'Aqueduc de St-Benoît Ltée", avec un capital total de quinze mille dollars (\$15,000), divisé en trois cents (300) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Benoît Labre, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8100-o P. FRENETTE.

**"Lauzon & Lauzon Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour de novembre 1944, constituant en corporation: J.-Marcel Lauzon, voyageur de commerce, Wilfrid Lauzon, contracteur, et Jean-Marie Bériault, avocat, tous trois des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou acquérir autrement et vendre ou autrement faire le trafic et le commerce de bois, ébénisterie, ameublement en général, jouets, cabinets, bibliothèques, boîtes assorties, portes et chassis, morceaux techniques ou spéciaux en bois, poutres, instruments de dessin, le plaqué, bateaux de bois, squelettes de wagons, panneaux décoratifs, marquetterie, sculpture sur bois et tout travail sur bois, sous le nom de "Lauzon & Lauzon Limitée", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000), divisé en cinq cents (500) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8101-o P. FRENETTE.

**"Lemo Shops Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Saul Kugler, gérant, Moe Kugler, vendeur, et Norma Anita Levitt, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de drapiers, fournisseurs et généralement entreposeurs dans toutes leurs spécialités; faire tous et aucun des commerces, comme drapiers, tailleurs, lingers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, fourreurs, marchands ou manufacturiers et importateurs de gants, lingerie, soie, tapis, coton, drap et dentelle, marchands en gros et en détail de tous articles de vêtements, marchandises en cuir et généralement fournisseurs et manufacturiers, exportateurs et importateurs et marchands de caoutchouc et de marchandises imperméables, parapluies, cannes, ornements, papeterie et objets de fantaisie et autres articles et commodités pour usage personnel, sous le nom de "Lemo Shops Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

same and to enter into any agreements and contracts necessary for such purpose, under the name of "La Cie de l'Aqueduc de St-Benoît Ltée", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000), divided into three hundred (300) shares of fifty dollars (\$50) each.

The head office of the company will be at St-Benoît Labre, in the district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8100 Assistant Deputy Attorney General.

**"Lauzon & Lauzon Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1944, incorporating: J. Marcel Lauzon, commercial traveller, Wilfrid Lauzon, contractor, and Jean Marie Bériault, advocate, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase or otherwise acquire and sell or otherwise trade and deal in lumber, cabinetmaking, furniture in general, toys, cabinets, bookcases, assorted boxes, doors and sashes, technical or special wooden parts, beams, drafting instruments, veneer, wooden boats, waggon frames, decorative panels, marquetry, wood-carving and any other work on wood, under the name of "Lauzon & Lauzon Limitée", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8101 Assistant Deputy Attorney General.

**"Lemo Shops Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1944, incorporating: Saul Kugler, manager, Moe Kugler, salesman, and Norma Anita Levitt, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of drapers, furnishing and general warehousemen in all its branches; to carry on all or any of the business of clothiers, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, gloves, lingerie, silks, carpet, cotton, cloth and lace merchants or manufacturers and importers, wholesale and retail dealers of and in all articles of clothing, leather goods and general outfitters and manufacturers, exporters and importers of and dealers in India rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments, stationery and fancy goods and other articles and commodities of personal use, under the name of "Lemo Shops Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

Le siège social de la compagnie sera à 4859 ouest, rue Sherbrooke, cité de Westmount, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de novembre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,  
8102 P. FRENETTE.

**"Marjorie Daw Fashions Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Isidore Reuben Prazoff, Albert Marcus et Abraham Feiner, tous trois avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands, trafiquants et fabricants de vêtements de toute description et sorte, pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Marjorie Daw Fashions Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le troisième jour de novembre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,  
8103 P. FRENETTE.

**"Marlene Dress Incorporated"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Isidore Reuben Prazoff, Albert Marcus, Abraham Feiner, tous trois avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands, trafiquants et fabricants de vêtements de toutes descriptions et sortes pour femmes et enfants, sous le nom de "Marlene Dress Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le deuxième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8104 P. FRENETTE.

**"Mascouche Community Club, Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de novembre 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Melvin Sullivan, contremaître de l'installation, de Mascouche, Alred James Hart, expéditeur, de la cité de Montréal, et Albert Edward Watson, assistant-surintendant, de la cité de Verdun, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Procurer des facilités pour l'amusement, la récréation et le divertissement des membres de

The head office of the company will be at 4859 Sherbrooke Street West, in the City of Westmount, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8102-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Marjorie Daw Fashions Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1944, incorporating: Isidore Reuben Prazoff, Albert Marcus and Abraham Feiner, all three advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers, merchants, jobbers and contractors of men's, women's and children's wearing apparel of all descriptions and kinds, under the name of "Marjorie Daw Fashions Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8103-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Marlene Dress Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued, by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1944, incorporating: Isidore Reuben Prazoff, Albert Marcus, Abraham Feiner, all three advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers, merchants, jobbers and contractors of women's and children's wearing apparel of all descriptions and kinds, under the name of "Marlene Dress Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8104-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Mascouche Community Club, Inc."**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Melvin Sullivan, installation foreman, of Mascouche, Alfred James Hart, shipper, of the City of Montreal, and Albert Edward Watson, assistant superintendent, of the City of Verdun, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

To provide facilities for the amusement, recreation, and entertainment of the members

la corporation et de leurs amis, et généralement encourager et promouvoir envers ses membres toutes activités sociales, éducatives et athlétiques, sous le nom de "Mascouche Community Club, Inc."

Les pouvoirs accordés ne permettront pas à la corporation d'exercer aucun jeu d'argent, de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté, et de plus la corporation n'aura pas l'autorisation d'obtenir et de détenir aucun permis de club de la Commission des liqueurs de Québec.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000).

Le siège social de la corporation sera en la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le huitième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8105 P. FRENETTE.

#### "Mayor Fur Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Hyman Herbert Stein, Moe Liberman, tous deux comptables, et Moe Fishman, fourreur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce et donner le service comme tanneurs, apprêteurs et teinturiers de toutes sortes de fourrures, cuir, laine, tissus de coton, soies, toiles, et acquérir, acheter, détenir, vendre, ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de fourrures et des produits de la fourrure et d'autres produits textiles, sous le nom de "Mayor Fur Corporation", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en 490 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 423 rue Mayor, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8106 P. FRENETTE.

#### "Mont-Laurier Oil Ltée" (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Dame Émilina Giroux, veuve de feu Wilfrid Thibault, prospecteur, Mlle Émilina Thibault, fille majeure et usant de ses droits, contremaitresse, et Benjamin Benoit, avocat, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit,

of the corporation and their friends, and generally to encourage and promote among such members, all social, educational and athletic activities, under the name of "Mascouche Community Club, Inc."

The powers to be granted shall not permit the corporation to carry on any gambling games, games of chance and games of chance and skill mixed, nor shall the corporation be empowered to obtain and hold any club license from the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

The head office of the corporation will be in the Parish of St. Henri de Mascouche, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8105-o Assistant Deputy Attorney General.

#### "Mayor Fur Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1944, incorporating: Hyman Herbert Stein, Moe Liberman, both accountants, and Moe Fishman, furrier, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, and service as tanners, dressers, and dyers of all kinds of furs, leather, wool, cotton fabrics, silks, linens, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of furs and fur products, and other textile products, under the name of "Mayor Fur Corporation", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into 490 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at 423 Mayor Street, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8106-o Assistant Deputy Attorney General.

#### "Mont-Laurier Oil Ltée" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1944, incorporating: Dame Émilina Giroux, widow of the late Wilfrid Thibault, prospector, Miss Émilina Thibault, spinster and in use of her rights, forewoman, and Benjamin Benoit, advocate, all three of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the

les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Mont-Laurier Oil Ltée" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 20,000 actions d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8107-o P. FRENETTE.

**"Montreal Enterprise Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de novembre 1944, constituant en corporation: G.-Robert Séguin, ouilleur, Damase-Joachim Carpentier, ingénieur en outils, et Joseph-Lorenzo Jacques, dessinateur d'outils, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer généralement l'industrie et le commerce de machinistes, de mécaniciens, de dessinateurs, d'opérateurs, de fabricants et de négociants en gros et en détail de toutes machines, machineries, outils, outils de précision et de leurs pièces et leurs accessoires, sous le nom de "Montreal Enterprise Limited", avec un capital total de \$19,500.00, divisé en 195 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8108-o P. FRENETTE.

**"Nordan Glove Corp."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, Irene Rubin, sténographe, fille majeure, et Nathan Fish, notaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, vendre ou autrement disposer de, exporter, importer, distribuer, faire le négoce ou autrement le commerce des peaux vertes, peaux, gants, mitaines, marchandises imperméables, marchandises en cuir, vêtements, fermoirs éclairs, agrafes, fermetures, de toutes les sortes et descriptions que ce soit, et faire le commerce comme chapeliers, fourreurs, gantiers, et tanneurs, et agir comme agents manufacturiers ou agents à commission, sous le nom de "Nordan Glove Corp.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treizième jour de novembre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,  
8110 P. FRENETTE.

name of "Mont-Laurier Oil Ltée" (No Personal Liability), with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 20,000 shares of one dollar (\$1) each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8107 Assistant Deputy Attorney General.

**"Montreal Enterprise Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1944, incorporating: G. Robert Séguin, tool-maker, Damase-Joachim Carpentier, tool engineer, and Joseph Lorenzo Jacques, tool-designer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the general industry and business of machinists, mechanics, draftsmen, operators, manufacturers of and dealers in, wholesale and retail, all kinds of machines, machinery, tools, precision instruments and their parts and accessories, under the name of "Montreal Enterprise Limited", with a total capital stock of \$19,500, divided into 195 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8108 Assistant Deputy Attorney General.

**"Nordan Glove Corp."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1944, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Irene Rubin, stenographer, spinster, and Nathan Fish, notary, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy and otherwise acquire, sell and otherwise dispose of, export, import, distribute, trade in and otherwise deal in hides, skins, gloves, mitts, waterproof goods, leather goods, wearing apparel, zippers, fasteners, closures, of all kinds and descriptions whatsoever, and to carry on business as hatters, furriers, glovers, and tanners, and to act as manufacturers' agents or commission agents, under the name of "Nordan Glove Corp.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8110-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Natural Products Corporation"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de novembre 1944, constituant en corporation: George Hugh Semple, de la cité de Westmount, John William Long, de la cité d'Outremont, tous deux avocats, et Margot Mary Quinn, de la cité de Montréal, secrétaire et fille majeure, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, composer, combiner, cultiver, raffiner, utiliser, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce, soit comme mandants ou agents, comme marchands en gros ou en détail, des dérivés chimiques des produits de la terre, de la mer et de l'air; et . . . .

Exercer le commerce en gros et en détail de marchands, courtiers, agents, encanteurs, importateurs, exportateurs, producteurs, distributeurs, agents à commission et négociants en général de fruits, légumes, poisson, viande et de la tourbe, sous le nom de "Natural Products Corporation", avec un capital total de quarante-cinq mille dollars (\$45,000), divisé en 450 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8109 P. FRENETTE.

**"Oxford Realities Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de novembre 1944, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et conseil en loi du Roi, Jean Calder et Margaret McMartin, toutes deux filles majeures, commis, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et de biens immobiliers, et négocier l'achat, la vente, l'échange ou la location d'immeubles et de biens immobiliers et exercer généralement le commerce d'agents d'immeubles dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Oxford Realities Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8111 P. FRENETTE.

**"Ozias Gagnon Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de novembre 1944, constituant en corporation: Laurent-E. Bélanger, avocat, de Ville Mont-Royal, Jacques-R. Bélanger, Jean-L. Villeneuve, tous deux d'Outremont, Capitaine Claude Bélanger et J.-Aimé Perreault,

**"Natural Products Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1944, incorporating: George Hugh Semple, of the City of Westmount, John William Long, of the City of Outremont, both advocates, and Margot Mary Quinn, of the City of Montreal, secretary and spinster of the full age of majority, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, compound, combine, cultivate, refine, use, import, export, buy, sell and deal in, either as principal or as agent, as wholesaler or retailer, chemical derivatives of the products of the land, sea and air; and . . . .

To carry on the business of wholesale and retail fruit, vegetable, fish, meat and moss merchants, brokers, factors, auctioneers, importers, exporters, producers, distributors, commission agents and general traders, under the name of "Natural Products Corporation", with a total capital stock of forty-five thousand dollars (\$45,000), divided into 450 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8109 Assistant Deputy Attorney General.

**"Oxford Realities Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1944, incorporating: John Jacob Spector, advocate and King's Counsel, Jean Calder and Margaret McMartin, both spinsters of full age, clerks, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease, or otherwise deal in, real estate and immoveable property, and to negotiate for the purchase, sale, exchange, or lease of real estate and immoveable property and generally to carry on the business of real estate agents in all its business, under the name of "Oxford Realities Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8111 Assistant Deputy Attorney General.

**"Ozias Gagnon Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1944, incorporating: Laurent E. Bélanger, advocate, of the town of Mount Royal, Jacques R. Bélanger, Jean L. Villeneuve, both of Outremont, Captain Claude Bélanger and J. Aimé Perreault, both of Montreal, the four

tous deux de Montréal, ces quatre derniers comptables publics, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Détenir des placements:

En bons, obligations, débetures ou autres formes de valeurs émis ou garantis par un gouvernement, état, province ou municipalité au Canada ou ailleurs;

En obligations, actions, hypothèques ou autres formes de valeurs de toutes corporations et sociétés dûment constituées, sous le nom de "Ozias Gagnon Limitée", avec un capital total de \$149,900.00, divisé en 14,990 actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, dans le district de Roberval.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de novembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8112-o P. FRENETTE.

**"Rensie Watch Company Ltd."**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt novembre 1944, constituant en corporation: Sorki Bavitch, Rita Segal et Yvonne Bélanger, filles majeures, secrétaires, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, préparer, produire, transformer, finir, réparer, remodeler, adapter, acheter, vendre, disposer et faire le commerce de, importer et exporter des montres, horloges, de la bijouterie, des pierres précieuses, nouveautés, chronomètres, instruments optiques et scientifiques, du plaqué, vaisselle d'or et d'argent, métaux, lingots, porcelaine et curiosités, sous le nom de "Rensie Watch Company Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt novembre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,  
8113 P. FRENETTE.

latter public accountants, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To hold investments:

In bonds, obligations, debentures or other kind of securities issued or guaranteed by any government, state, province or municipality, in Canada or elsewhere;

In bonds, stock, hypothecs or other kind of securities of any duly incorporated corporations and societies, under the name of "Ozias Gagnon Limitée", with a total capital stock of \$149,900., divided into 14,990 shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Roberval, in the district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8112 Assistant Deputy Attorney General.

**"Rensie Watch Company Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1944, incorporating: Sorki Bavitch, Rita Segal and Yvonne Bélanger, filles majeures, secretaries, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, process, produce, convert, finish, repair, remodel, adapt, buy, sell, dispose of and deal in, import and export watches, clocks, jewelry, precious stones, novelties, chronometers, optical and scientific instruments, plated articles, gold and silver plate, metals, bullion, china and curiosities, under the name of "Rensie Watch Company Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of November, 1944.

P. FRENETTE,  
8113-o Assistant Deputy Attorney General.

**Lettres patentes supplémentaires**

**Supplementary Letters Patent**

**"Glenn Clothing Inc."**

**"Glenn Clothing Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sixième jour de décembre 1944, changeant le nom de la compagnie "Montrose Clothing Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du trente et unième jour de juillet 1944, en celui de "Glenn Clothing Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of December, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Montrose Clothing Inc.", incorporated by letters patent dated the thirty-first day of July, 1944, into that of: "Glenn Clothing Inc."

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de décembre 1944.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8114 P. FRENETTE.

P. FRENETTE,  
8114-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Hodge Auto Parts (Montreal) Limited"**

**"Hodge Auto Parts (Montreal) Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du septième jour de décembre 1944, à la compagnie "Hodge Auto Parts (Montreal) Limited", ratifiant le règlement de cette compagnie augmentant son capital de \$20,000 à \$99,000, par la création de 3,950 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune et de 3,950 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce septième jour de décembre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
8115 P. FRENETTE.

patent, bearing date the seventh day of December, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Hodge Auto Parts (Montreal) Limited", ratifying the by-law of this company increasing its capital from \$20,000.00 to \$99,000.00 by the creation of 3950 additional common shares of the par value of \$10.00 each and of 3950 additional preferred shares of the par value of \$10.00 each, and enumerating the privileges which shall be attached to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1944.

P. FRENETTE,  
8115-o Assistant Deputy Attorney General.

**Actions en séparation de biens**

Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure. N° 232406. Dame Florence Ménard, demanderesse; vs Alide Lemyre, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14ème jour de décembre 1944.

Montréal, le 21 décembre 1944.

Les Procureurs de la Demanderesse,  
8117-o LAJOIE, GÉLINAS & MACNAUGHTEN.

Canada, Province de Québec, District de Beauce, Cour Supérieure, N° 18,788. Dame Hélène Veilleux, épouse commune en biens de René Poulin, cultivateur, tous deux de Notre-Dame de la Providence, demanderesse; vs René Poulin, cultivateur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le onzième jour de décembre 1944 par la demanderesse contre le défendeur.

Saint-Joseph de Beauce, le 16 décembre 1944.

Le Procureur de la demanderesse,  
8118-o ROBERT VÉZINA.

**Actions for separation as to property**

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court. No. 232406. Dame Florence Ménard, Plaintiff; vs Alide Lemyre, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the case on the 14th. day of December 1944.

Montreal, December 21st., 1944.

LAJOIE, GÉLINAS & MACNAUGHTEN,  
8117-o Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court, No. 18,788. Dame Hélène Veilleux, wife common as to property of René Poulin, farmer, both of Notre Dame de la Providence, plaintiff; vs René Poulin, farmer, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted the 11th of December 1944 by the plaintiff against the defendant.

St. Joseph of Beauce, the 16th December, 1944.

ROBERT VÉZINA,  
8118-o Attorney for Plaintiff.

**Arrêtés en Conseil**

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 5062

Québec, le 21 décembre 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant l'abrogation du décret numéro 3168, du 27 août 1940, et amendements, relatif aux employés municipaux de Saint-Joseph d'Alma.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que le décret numéro 3168, du 27 août 1940, modifié par l'arrêté-en-Conseil numéro 408, du 22 février 1941, relatif aux employés municipaux de St-Joseph d'Alma, soit abrogé et annulé, à toutes fins que de droit, à compter du premier janvier 1945.

A. MORISSET,  
8130-o Greffier du Conseil Exécutif.

**Orders-in-Council**

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 5062

Quebec, December 21, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Concerning the repeal of decree number 3168, of August 27, 1940, and amendments, relating to the municipal employees of Saint-Joseph d'Alma.

It is ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That decree number 3168, of August 27, 1940, amended by Order in Council number 408, of February 22, 1941, relating to the municipal employees of St. Joseph d'Alma, be repealed and annulled, for all purposes of the law, as and from the first day of January 1945.

A. MORISSET,  
8130-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 5063

Québec, le 21 décembre 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant une modification au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans les comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité conjoint des Maîtres et Employés Barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3751, du 17 décembre 1943, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans les comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 18 novembre 1944;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation:

Attendu que la Commission des prix et du commerce en temps de guerre a autorisé la demande faite dans ladite requête à l'effet d'obtenir une augmentation de cinq cents des prix maxima établis pour la coupe des cheveux des adultes;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret numéro 3751 soit modifié de la façon suivante:

Les prix minima des services pour la coupe des cheveux des adultes, mentionnés à l'article VI, sont remplacés par les suivants:

"Coupe de cheveux pour hommes et femmes:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi... \$ 0.30

Le vendredi, le samedi et la veille des fêtes chômées... \$ 0.40".

A. MORISSET,

8131-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 5064

Québec, le 21 décembre 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Saint-Hyacinthe.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2683, du 9 octobre 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Saint-Hyacinthe, à l'effet de modifier ledit décret;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 4 novembre 1944;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 5063

Quebec, December 21, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications to the decree relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers of the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm has presented to the Honourable Minister of Labour a request to modify decree number 3751, of December 17, 1943, relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption, and Montcalm;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on November 18, 1944;

Whereas no objection has been set forth against its approval:

Whereas the Wartime Prices and Trade Board has authorized the request made in the said petition to obtain an increase of five (5) cents in the minimum prices established for haircuts for adults;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the said decree number 3751 be modified as follows:

The minimum prices for haircuts for adults, mentioned under section VI, are superseded by the following:

"Haircuts for ladies and gentlemen:  
On Monday, Tuesday, Wednesday, and Thursday... \$ 0.30  
On Friday, Saturday, and on the eve of holidays... 0.40".

A. MORISSET,

8131-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 5064

Quebec, December 21, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications to the decree relating to the barber and male and female hairdresser trades in the St. Hyacinthe District.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), a petition has been presented to the Honourable Minister of Labour by the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree number 2683, of October 9, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the district of St. Hyacinthe, for the purpose of amending the said decree;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on November 4, 1944;

Whereas no objection has been set forth against its approval;

Attendu que les changements apportés à la durée du travail ont été approuvés par le Conseil régional du Travail, en date du 12 décembre 1944;

Attendu que l'augmentation des prix minima pour la coupe de cheveux des adultes a été autorisée par la Commission des prix et du commerce en temps de guerre;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret numéro 2683 soit modifié de la façon suivante:

1.—Le paragraphe suivant est ajouté à l'article III (Définitions):

"d.—Le mot "artisan" désigne toute personne qui pratique le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse seule et pour son propre bénéfice."

2.—A l'article IV (Durée du Travail), certaines heures de travail sont modifiées comme suit:

"Zone I.—*Barbiers et coiffeurs pour hommes*:— Le samedi et la veille des fêtes chômées: de 7.00 hres a.m. à 9.00 hres p.m.

Zone I.—*Coiffeurs et coiffeuses pour dames*:— Le mercredi: de 9.00 hres a.m. à midi.

Zone III.—*Barbiers et coiffeurs pour hommes*:— Le lundi: de 8.00 hres a.m. à midi.

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 hres a.m. à 7.00 hres p.m.

Les vendredi, samedi et veille de fêtes chômées: de 8.00 hres a.m. à 9.00 hres p.m.

Zone III.—*Coiffeurs et coiffeuses pour dames*:

Le lundi: de midi à 9.00 hres p.m.

Les mardi, jeudi et vendredi: de 9.00 hres a.m. à 9.00 hres p.m.

Les mercredi et samedi: de 9.00 hres a.m. à 6.00 hres p.m.

La veille des fêtes chômées: de 9.00 hres a.m. à 9.00 hres p.m."

3.—Le premier alinéa du paragraphe "b" de l'article IV, est remplacé par le suivant:

"b.—Tout travail exécuté en dehors des heures plus haut mentionnées par tout barbier, coiffeur ou coiffeuse, est interdit. Cependant, le travail commencé sur un client ou une cliente avant l'expiration de la durée des heures de travail, peut être terminé. Toutefois, la durée de ce travail ne doit pas dépasser une demi-heure pour les barbiers et coiffeurs pour hommes et une (1) heure pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames."

4.—A l'article VIII (Prix minima des services) les taux de la coupe de cheveux pour adultes, des zones I, II et III, sont modifiés comme suit:

"Zone I.—Lundi, mardi et mercredi . . .	\$ 0.35
Jeudi, vendredi, samedi et veille de fêtes chômées . . . . .	0.40
Zone II.—Du lundi au vendredi inclusivement . . . . .	0.40
Samedi et veille de fêtes chômées . . . . .	0.45
Zone III.—Du lundi au jeudi inclusivement . . . . .	0.35
Vendredi, samedi et veille de fêtes chômées . . . . .	0.40"

5.—L'article IX (Apprentissage) est remplacé par le suivant:

"IX.—*Dispositions relatives à l'apprentissage*:— L'apprentissage des barbiers, coiffeurs et coiffeuses est soumis aux dispositions suivantes:

Whereas the changes made in the duration of labour have been approved by the Regional War Labour Board on December 12, 1944;

Whereas the increase in minimum prices of haircuts for adults has been authorized by the War-time Prices and Trade Board;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the said decree number 2683 be modified in the following manner:

1.—The following subsection is added to section III (Definitions):

"d.—The word "artisan" means any person who plies the barber, male or female hairdresser trades, alone and for his own benefit."

2.—Under section IV (Duration of labour), certain hours of labour are modified as follows:

"Zone I.—*Barbers and hairdressers for men*:— On Saturday and holiday eves, from 7.00 a.m. to 9.00 p.m.

Zone I.—*Male and female hairdressers for ladies*:— On Wednesday, from 9.00 a.m. to 12.00 a.m. (noon).

Zone III.—*Barbers and hairdressers for men*:— On Monday, from 8.00 a.m. to 12.00 a.m. (noon).

On Tuesday, Wednesday, and Thursday, from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

On Friday, Saturday, and holiday eves, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Zone III.—*Male and female hairdressers for ladies*:

On Monday, from 12.00 a.m. (noon) to 9.00 p.m.

On Tuesday, Thursday, and Friday, from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

On Wednesday, and Saturday, from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

On holiday eves, from 9.00 a.m. to 9.00 p.m."

3.—The first paragraph of subsection "b" of section IV, is replaced by the following:

"b.—Any work performed by any barber or male or female hairdresser outside the hours mentioned hereinabove is forbidden. However, work started on a customer before the expiration of the duration of the hours of labour, may be completed. However, the duration of such work must not exceed one half-hour for barbers and hairdressers for men, and one (1) hour for male and female hairdressers for ladies."

4.—The rates for adults' haircuts, in zones I, II and III, mentioned in section VIII (Minimum prices for operations) are modified as follows:

"Zone I.—On Monday, Tuesday and Wednesday . . . . .	\$ 0.35
On Thursday, Friday, Saturday and holiday eves . . . . .	0.40
Zone II.—On Monday to Friday inclusively . . . . .	0.40
On Saturday and holiday eves . . . . .	0.45
Zone III.—On Monday to Thursday inclusively . . . . .	0.35
On Friday, Saturday and holiday eves . . . . .	0.40"

5.—Section IX (Apprenticeship) is replaced by the following:

"IX.—*Provisions relating to apprenticeship*:— The apprenticeship of barbers and male and female hairdressers is subject to the following provisions:

a.—La durée de l'apprentissage est de deux (2) ans.

b.—Aucun apprenti n'est accepté avant 16 ans révolus. Il doit avoir terminé au moins sa 5e année de cours élémentaire.

c.—Dans aucun salon il n'est permis d'avoir plus d'un (1) apprenti.

d.—L'employeur doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations du métier afin d'en faire un ouvrier compétent.

e.—L'apprentissage ne peut se faire que dans les salons de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse reconnus et qui sont sous la direction d'un barbier, coiffeur ou coiffeuse, détenteur d'un certificat de qualification.

f.—Si, après une année d'apprentissage, un apprenti doit quitter la profession pour des raisons majeures, il peut, au jugement du comité paritaire, compléter plus tard son apprentissage. S'il quitte la profession avant une année complète d'apprentissage, il est tenu de recommencer ledit apprentissage.

g.—Aucun employeur ou autre personne ne peut prendre un apprenti à son emploi, dans la juridiction territoriale du présent décret, s'il n'a pas passé au préalable un contrat d'apprentissage avec celui-ci, ses parents ou tuteurs, par devant le comité paritaire.

h.—Si l'employeur dudit apprenti ne peut lui procurer du travail, celui-ci doit se rapporter au comité paritaire qui verra à le transférer au service d'un autre employeur capable de lui donner de l'ouvrage convenable.

i.—Cet arrangement n'est que temporaire et ne durera que jusqu'à ce que le premier employeur de l'apprenti, lié par contrat avec ce dernier, puisse le reprendre à son emploi. Advenant le cas où le deuxième employeur s'objecte à remettre ledit apprenti au premier employeur signataire du contrat avec l'apprenti, ce deuxième employeur devient lié envers l'apprenti aux mêmes obligations que le signataire du contrat.

j.—Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, l'employeur doit inscrire dans un carnet "ad hoc" la date d'entrée et de sortie de son apprenti. De plus, l'employeur doit remettre à son apprenti, un duplicata de la date de son entrée et de sa sortie.

k.—L'apprenti doit se présenter au comité paritaire, après chaque période de six mois, pour y subir un examen.

l.—La période d'essai d'un apprenti est de quatre (4) semaines. Durant cette période, le contrat peut être résilié par l'une ou l'autre des parties contractantes, non cependant sans un avis de sept (7) jours pour l'une ou l'autre des parties. Le comité paritaire doit être avisé immédiatement de cette résiliation.

m.—Les heures de travail de l'apprenti sont les mêmes que celles des ouvriers qualifiés (compagnons) de leur métier.

n.—Aucun vendeur de machines propres à exercer le métier ou à exécuter les opérations visées par le présent décret n'est autorisé à se prévaloir du présent règlement d'apprentissage.

o.—Le salaire hebdomadaire de l'apprenti est le suivant:

Premier semestre . . . . .	\$ 4.00
Deuxième semestre . . . . .	7.00
Troisième semestre . . . . .	9.00
Quatrième semestre . . . . .	11.00

p.—Les apprentis en service au moment de la mise en vigueur du présent décret sont maintenus en fonction, mais ils doivent continuer leur

a) The duration of apprenticeship is of two (2) years.

b) No apprentice shall be accepted under 16 years of age. He must have completed at least the fifth year of the elementary course.

c) There shall not be more than one apprentice in any parlor.

d) The employer must gradually instruct his apprentice in the various operations of the trade so as to finally make him a competent worker.

e) The apprenticeship shall be served only in recognized barber shops and male and female hairdressers' parlors which are under the direction of a barber, or male or female hairdresser holding a certificate of competency.

f) If, after one year of apprenticeship, an apprentice has to leave off the profession for important reasons, he may, with the consent of the Parity Committee, complete his apprenticeship later on. If he leaves off the profession before completing one whole year's apprenticeship, he is compelled to recommence the said apprenticeship.

g) No employer or other person may employ an apprentice, in the territorial jurisdiction of the present decree, unless he previously pass an apprenticeship contract with the latter, his parents or tutors, before the Parity Committee.

h) If the employer of the said apprentice is unable to supply him with work, the apprentice shall report to the Parity Committee which will have him transferred to another employer capable of giving him suitable work.

i) Such agreement shall be temporary and shall only last until the first employer of the apprentice, bound by contract with the latter, is able to reemploy the said apprentice. Should the second employer object to remit the said apprentice to the first employer, who entered into a contract with the apprentice, this second employer becomes bound towards the apprentice to the same obligations as the signer of the contract.

j) In order to check the duration of the apprenticeship and the transfer of the apprentice from one parlor to another, the employer shall inscribe in a booklet "ad hoc" the date of the beginning and ending of the employment of his apprentice. Besides, the employer shall remit to the apprentice a duplicate of such dates.

k) The apprentice shall present himself before the Parity Committee, after each period of six months, to undergo an examination.

l) The trial period for apprentices is of four (4) weeks' duration. During this period, the contract may be cancelled by either of the contracting parties, but however, not without seven (7) days' notice for either of the contracting parties. The Parity Committee shall be notified immediately of such cancelling.

m) The working hours of apprentices shall be the same as those of skilled workers (journeymen) of their trade.

n) No salesman of machines used to ply the trade or to perform the operations contemplated by the present decree is authorized to avail himself of the present apprenticeship regulation.

o) The weekly wages of apprentices shall be the following:

First six months . . . . .	\$ 4.00
Second six months . . . . .	7.00
Third six months . . . . .	9.00
Fourth six months . . . . .	11.00

p) Apprentices already in service when the decree comes into force shall be maintained in their post, but they shall have to continue their

apprentissage suivant les conditions des présentes."

6.—Le paragraphe "a" de l'article X (Dispositions générales) est remplacé par le suivant:

"a.—Entente pour éluder le présent décret:—Il n'est pas permis aux employeurs, salariés, apprentis d'établir entre eux de convention, de quelque nature qu'elle soit, qui ait pour but d'éluder les dispositions du présent décret, comme par exemple:

i.—La vente d'obligations ou d'actions;

ii.—Le louage et le sous-louage d'une ou plusieurs chaises, de matériel, d'espace dans un salon pour l'exécution d'une ou plusieurs opérations assujetties au décret.

iii.—Toute autre entente qui aurait pour effet de nuire à la mise à exécution des dispositions du décret."

7.—Le paragraphe suivant est ajouté à l'article X:

"f.—L'artisan doit pratiquer le métier de barbier, coiffeur ou coiffeuse seul."

A. MORISSET,  
8132-o Greffier du Conseil Exécutif.

apprenticeship in conformity with the conditions of the present decree.

6.—Subsection "a" of section X (General provisions) is replaced by the following:

a) Agreement to elude the present decree:—No employer and employee or apprentice shall have the right to enter into agreements, of any nature whatever, for the purpose of eluding the provisions of the present decree, as for instance:

i.—The sale of bonds or shares;

ii.—The renting of sub-letting of one or more chairs of material, of space in a shop or parlor for the performance of one or more of the operations subject to the decree;

iii.—Any other agreement which would be a hindrance to the carrying out of the provisions of the decree."

7.—The following subsection is added to section X:

"f.—The artisan shall carry out the barber or male or female hairdresser trade alone."

A. MORISSET,  
8132-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

LE COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Par ordre du Conseil de Discipline, en date du 10 novembre 1944, le docteur J.-Honorius Bégin, demeurant au numéro 91, rue Brooks, Sherbrooke, est destitué comme membre du Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec, pour avoir manqué à ses devoirs professionnels et commis un acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la profession médicale.

Cette destitution, lui enlevant tout droit d'exercer la médecine, la chirurgie et l'obstétrique, prendra effet après la quatrième publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.  
Montréal, le 12 décembre 1944.

Par ordre du Conseil de Discipline,  
[Sceau] Le Registraire,  
8012-50-4-o JEAN PAQUIN, M.D.

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés du Bas Façonné de la Nordic Hosiery Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le premier décembre 1944.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Granby, dans le district de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
8119-o JEAN BRUCHESI.

FRONTENAC ICE CREAM COMPANY LIMITED

Paragraphe 1 de l'article 7 du règlement N° I (concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq)

"Le commerce et les affaires de la compagnie seront administrés par un bureau de direction de cinq (5) directeurs qui seront élus à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie parmi les actionnaires qualifiés."

Certifiée vraie copie du paragraphe 1 de l'article 7 du règlement N° I tel que décrété par le bureau

Miscellaneous Notices

THE COLLEGE OF PHYSICIANS & SURGEONS OF THE PROVINCE OF QUEBEC

By order of the Council of Discipline, dated November 10th, 1944, Dr. J.-Honorius Bégin, residing at 91 Brooks St., Sherbrooke, is dismissed as member of the College of Physicians & Surgeons of the Province of Quebec, having failed to perform his professional duties and committed an act derogatory to the honour of the profession.

This dismissal, carrying off the rights to practice medicine, surgery and obstetrics, shall take effect after the fourth publication of the present notice in the *Official Gazette of Quebec*.  
Montreal, December 12th, 1944.

By order of the Council of Discipline,  
[Seal] JEAN PAQUIN, M.D.,  
8012-50-4-o Registrar.

The formation of an association under the name of "Association des Employés du Bas Façonné de la Nordic Hosiery, Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on December first, 1944.

The principal place of business of said professional syndicate is at Granby, in the district of Bedford.

JEAN BRUCHESI,  
8119 Under Secretary of the Province.

FRONTENAC ICE CREAM COMPANY LIMITED

Paragraphe 1 of section 7 of by-law No. I (relative to the increase of the number of Directors from three to five)

"The business and affairs of the Company shall be managed by a Board of five (5) directors, who shall be elected at the Annual General Meeting of the Shareholders of the Company from among the qualified shareholders."

Certified a true copy of Paragraph 1 of Section 7 of By-Law No. I as reenacted by the Board of

de direction de la compagnie Frontenac Ice Cream Company Limited à une assemblée tenue à Montréal le septième jour de décembre 1944, et confirmé par un vote des actionnaires présents ou représentés par procuration et détenant tout du capital-actions émis représenté à une assemblée générale spéciale de la compagnie dûment convoquée pour considérer ledit paragraphe dudit règlement.

Directors of Frontenac Ice Cream Company Limited held in Montreal on the Seventh day of December, 1944, and confirmed by a vote of Shareholders present or represented by proxy and holding all of the issued capital stock represented at a special general meeting of the Company duly called for considering the said paragraph of the said By-Law.

Daté à Montréal, Québec, ce septième jour de décembre 1944.

Dated at Montreal, Quebec, this seventh day of December, 1944.

[Seau]  
8120

Le secrétaire,  
J. C. EVERELL.

[Seal]  
8120-o

J. C. EVERELL,  
Secretary.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

PAROISSE DE ST-HONORÉ  
Comté de Chicoutimi.

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 38, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00:—C-30, 66, 120, 140 et 162.

Dénomination de \$500.00:—D-14, 15, 21, 43, 50, 66, 89, 90, 121, 186, 212 et 245.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er février 1945, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le secrétaire-trésorier,  
8121-o FRANCIS DUFOUR.

DRAWING OF BONDS

PARISH OF ST-HONORÉ  
County of Chicoutimi.

The following bonds, issued under By-law 38, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00:—C-30, 66, 120, 140 and 162.

Denomination of \$500.00:—D-14, 15, 21, 43, 50, 66, 89, 90, 121, 186, 212 and 245.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of February 1945, from which date they shall cease to bear interest.

FRANCIS DUFOUR,  
Secretary-Treasurer.

Bills, Assemblée législative

Bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 17 janvier 1945 et présentés avant le 28 février 1945, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 17 février 1945 et reçues avant le 22 février 1945, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 14 mars 1945.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 17th January, 1945, and introduced before the 28th February, 1945, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 17th February, 1945, and received before the 22nd February, 1945, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 14th March, 1945.

Québec, le 28 décembre 1944.

Quebec, December 28th, 1944.

Le Greffier,  
8148-52-6-o ANTOINE LEMIEUX.

ANTOINE LEMIEUX,  
Clerk.

Bureau-Chef

Chief-Office

AVIS

NOTICE

Avis est par les présents donné que la compagnie "Victory Investments Limited", constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 16 février 1944, a établi son bureau chef à 210 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Notice is hereby given that Victory Investments Limited, incorporated under the provisions of the Quebec Companies Act by Letters Patent dated February 16, 1944, has established its Head Office at 210 St. James Street West, Montreal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau-chef sera considéré par ladite compagnie comme étant son siège social.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the said Company as being the Head Office of the Company.

Daté à Montréal, le 1er jour de décembre 1944.

Dated at Montreal this 1st day of December, 1944.

Le président,  
8136 R. J. WICKHAM.

R. J. WICKHAM,  
President.

**Chartes—Abandon de**

**Charters—Surrender of**

**CIRCO EMPLOYEES SECURITIES CORPORATION**

**CIRCO EMPLOYEES SECURITIES CORPORATION**

Avis est donné par les présentes que Circo Employees Securities Corporation fera application pour permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de l'Acte des Compagnies de la Province de Québec.

Notice is hereby given that Circo Employees Securities Corporation will apply for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Daté à Montréal, P.Q., ce 23ème jour de Décembre 1944.

Dated at Montreal, P.Q., this 23rd day of December, 1944.

Le secrétaire-trésorier,  
8122-o J. G. CAMPBELL.

J. G. CAMPBELL,  
8122-o Secretary-Treasurer.

**LA CIE DE CONSTRUCTION ET CAMIONNAGE LIMITÉE**

**LA CIE DE CONSTRUCTION ET CAMIONNAGE LIMITÉE**

Avis est par le présent donné, que conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, La Cie de Construction et Camionnage Limitée s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour demander l'abandon de sa charte.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act, La Cie de Construction et Camionnage Limitée will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for leave to surrender its Charter.

16 décembre 1944.

December 16, 1944.

Le Procureur de la Compagnie,  
8139-o GÉRARD LACOURCIÈRE.

GÉRARD LACOURCIÈRE,  
8139-o Attorney for the Company.

**Demandes à la Législature**

**Applications to Legislature**

**AVIS**

**NOTICE**

Avis est, par les présentes, donné que l'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une Loi amendant sa charte (52 Vic., c. 70) en étendant les fins et pouvoirs de l'association, en déterminant les conditions pour devenir membre et en pourvoyant au paiement d'une cotisation annuelle et à d'autres fins.

Notice is hereby given that the Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an Act amending its Charter (52 Vic., c. 70) by enlarging the objects and powers of the Association, defining the conditions of membership, providing for the payment of annual fees, and for other purposes.

Montréal, le 7 décembre 1944.

Montreal, December 7th, 1944.

Les procureurs de la requérante,  
8004-50-4 MACDOUGALL, MACFARLANE, SCOTT & HUGESSEN.

MACDOUGALL, MACFARLANE, SCOTT  
& HUGESSEN,  
8004-50-4-o Solicitors for the Applicant.

**SUCCESSION ANNA VALLÉE-CHEFF**

**ESTATE ANNA VALLÉE-CHEFF**

**AVIS PUBLIC**

**PUBLIC NOTICE**

Avis est par les présentes donné que Monsieur le Docteur Séville Cheff, médecin, des cité et district de Montréal, Monsieur J. Arthur Deschamps, administrateur, du même lieu, et Monsieur Louis Georges Perron, comptable, de Valleyfield, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la Succession de Dame Anna Vallée, en son vivant, épouse du Docteur Séville Cheff, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale concernant ladite Succession de Dame Anna Vallée-Cheff et ayant pour objet en particulier d'interpréter le testament olographe de cette Dame, fait le 18 octobre 1942, et dûment vérifié le 16 novembre 1944.

Notice is hereby given that Doctor Séville Cheff, physician, of the city and district of Montreal, Mr. J. Arthur Deschamps, administrator, of the same place, and Mr. Louis Georges Perron, accountant, of Valleyfield, in their quality of testamentary executors of the Estate of Dame Anna Vallée, in her lifetime, wife of Doctor Séville Cheff, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act concerning the said estate of Dame Anna Vallée-Cheff and for the main purpose of interpreting the holograph Will of the said Dame, made on the 18th of October, 1942, and probate of which was duly made on the 16th of November, 1944.

Montréal, ce 9ième jour de décembre 1944.

Montreal, this 9th day of December, 1944.

Les procureurs des requérants,  
8005-50-4-o BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU & MONTPETIT.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,  
& MONTPETIT,  
8005-50-4 Attorneys for petitioners.

Avis public est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques

Public notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners and

romains et le Bureau des Commissaires d'Écoles protestants de la Cité de Sherbrooke s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendant la Loi de l'Instruction publique pour la Cité de Sherbrooke, en rapport avec le taux de taxation sur les immeubles apparaissant au tableau des neutres, et pour autoriser le Bureau des Commissaires d'Écoles catholiques romains d'emprunter une somme de deux cent mille dollars pour fins scolaires au moyen d'une émission de débetures; et pour autres fins.  
Sherbrooke, ce 12 décembre 1944.

Les Procureurs des Requérants,  
F. S. RUGG,  
8016-50-4-o CHS. DE L. MIGNAULT.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation du Village Ouest de Saint-Georges, Beauce, s'adressera à la Législature à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi, annexant à son territoire, pour fins municipales, un territoire situé dans la Corporation D'Aubert-Gallion, paroisse de Saint-Georges de Beauce, comprenant une partie des lots numéros 67, 68, 69, 72, 75, 89, 92, 95, 99, 101 et 104, du cadastre officiel pour la Paroisse de Saint-Georges de Beauce.

Saint-Georges de Beauce, le 9 décembre 1944.  
Le Procureur de la Requérante,  
8017-50-4-o PAUL-E. BAILLARGEON.

Avis public est, par les présentes, donné que Jules Corbeil et Alfred Corbeil, tous deux des cité et district de Montréal et Lucien Corbeil, de Marieville, district de St-Hyacinthe, en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires de la Succession de Feu J.-B.-Avila Corbeil, demanderont à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi décrétant le droit des exécuteurs-testamentaires de prélever sur les revenus des biens de ladite succession un honoraire pour les services à être rendus à ladite succession, le tout en vertu du testament dudit Feu J.-B.-Avila Corbeil fait et passé à Montréal le 23 janvier 1915, devant Louis-A. Derome et A.-E. Grandbois, notaires et Codicile.

Montréal, ce 18 décembre 1944.  
Le procureur des Requérants,  
8077-51-4-o ÉMÉ. LACROIX.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Caisse de Remboursement s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour demander que sa charte connue comme les lois 3 Ed. VII, ch. 121, 3 Geo. V, ch. 93, 10 Geo. V, ch. 130, 12 Geo. V, ch. 130, et 4 Geo. VI, ch. 124, soit modifiée aux fins de changer son nom corporatif en celui de Caisse Nationale d'Économie (Assurance-vie), d'obtenir le pouvoir de faire de l'assurance et de la réassurance sur la personne sous toutes ses formes, de modifier la composition et le mode d'élection des membres de son conseil d'administration, d'être autorisée à faire avec la Caisse Nationale d'Économie et la Société Nationale de Fiducie des conventions relatives à ses affaires et à son administration, et pour autres fins se rapportant aux objets ci-dessus.

Montréal, 20 décembre 1944.  
Les Procureurs de la Requérante,  
8083-51-4-o VANIER & VANIER.

the Board of Protestant School Commissioners of the City of Sherbrooke will apply at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec for the passing of an Act amending the Law Respecting Public Instruction in the City of Sherbrooke and referring to the rate of taxation upon the real estate on the neutral panel, and authorizing the Roman Catholic Board of School Commissioners to borrow a sum of two hundred thousand dollars for school purposes by means of an issue of bonds; and for other purposes.

Dated Sherbrooke, Que., December 12th, 1944.

F. S. RUGG,  
CHS. DE L. MIGNAULT,  
8016-50-4-o Solicitors for the Applicants.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "La Corporation du Village Ouest de Saint-Georges, Beauce" will apply to the Provincial Legislature at its next session, for the passing of a law annexing to its territory, for municipal purposes, a territory situated in the Corporation of Aubert-Gallion, parish of St. George, Beauce, comprising a portion of lots bearing numbers 67, 68, 69, 72, 75, 89, 92, 95, 99, 101 and 104, of the Official Cadastre for the Parish of St. George, Beauce.

St. George, Beauce, December 9th, 1944.  
PAUL E. BAILLARGEON,  
8017-50-4-o Solicitor for the Applicant.

Public notice is hereby given that Jules Corbeil and Alfred Corbeil, both of the city and district of Montreal and Lucien Corbeil, of Marieville, in the district of St-Hyacinthe, in their quality of testamentary executors to the estate of the late J. B. Avila Corbeil, will apply to the legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an act decreeing the right of the testamentary executors to the said estate to levy on the revenues of the estate fees for services to be rendered, the whole according to the will executed in Montreal on January the 23rd 1915 before L. A. Derome and A. E. Grandbois, both notaries of the city and district of Montreal and Codicile.

Montreal, December 18th, 1944.  
ÉMÉ. LACROIX,  
8077-51-4-o Attorney for Petitioners.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that la Caisse de Remboursement will apply to the Legislature of Quebec at its next session, and ask that its charter contained in the Statutes 3 Ed. VII, ch. 121, 3 Geo. V, ch. 93, 10 Geo. V, ch. 130, 12 Geo. V, ch. 130, and 4 Geo. VI, ch. 124, be modified in order to change its corporate name to Caisse Nationale d'Économie (Assurance-vie), to be empowered to enter into contracts of insurance and re-insurance of persons in all its forms, to modify the composition and the form of election of its Board of Directors, and to be empowered to enter into agreements with la Caisse Nationale d'Économie, and La Société Nationale de Fiducie concerning its business and its management, and for other purposes with respect to the above objects.

Montreal, December 20th, 1944.  
VANIER & VANIER,  
8083-51-4-o Solicitors for Applicants.

## AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Rouyn s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'annexion dans son territoire des mines Stadacona Rouyn Mines Limited et Senator Rouyn Mines Limited, le tout, sujet aux ententes intervenues avec ces compagnies qui resteront en force jusqu'au 31 décembre 1946;

Pour obtenir l'annexion dans son territoire, d'une partie du territoire de la Ville de Noranda;

Pour obtenir la remise à la Ville de Rouyn des lots concédés à la Dasserat Rouyn Goldfield Limited, et situés dans les blocs 8 et 9;

Pour obtenir le droit de réglementer de défendre l'installation de panneaux-réclame pour les cinémas et vues cinématographiques, sur les bâtisses ou terrains vacants dans ses limites;

Pour modifier le cadastre actuel des lots du bloc 41, comprenant la partie ouest de la rue Bagshaw aux limites de la Ville, et la partie sud de la rue Taschereau jusqu'au chemin Montbeillard;

Pour obtenir le droit d'augmenter la taxe sur les magasins à chaîne;

Pour obtenir le droit d'accorder une réduction de taxe de 50% sur toutes bâtisses ou constructions à l'épreuve de feu, érigées dans ses limites, sauf les hôtels qui, pour pouvoir bénéficier de cette réduction, devront avoir au moins trente chambres;

Pour obtenir le droit d'augmenter la taxe sur les distributeurs automatiques, jeux mécaniques, phonographes.

Donné sous mon seing, à Rouyn, ce 20ième jour de décembre 1944.

Le Secrétaire-trésorier,  
GÉRARD BEAUCHEMIN.

8124-52-4-o

## PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Rouyn will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the annexion, within its limits, of the Stadacona Rouyn Mines Limited and Senator Rouyn Mines Limited, the whole, subject to any agreements with these companies such agreements fixing assessment of the properties of said companies, until December 31st, 1946;

And for the annexion, within its limits, of certain part of the town of Noranda;

And to obtain, for the benefit of the Town of Rouyn, the lots belonging to the Dasserat Rouyn Goldfield Limited, located in blocks 8 and 9;

To obtain the right to make regulations and forbid the installation of advertisement pannels for theatres and moving pictures, against buildings or on vacant lots within its limits;

To obtain the right to change the present register of land for lots in block 41, specially the west part of the Bagshaw Street as far as the limits of the Town and the south part of the Taschereau street as far as the Montbeillard road;

To obtain the right to increase the business tax on chain stores;

To obtain the right to grant a 50% discount on municipal taxes on all fireproof buildings erected within its limits; except Hotels which, in order to benefit of such a discount, must have at least thirty rooms;

To obtain the right to increase the business tax upon automatic distributors authorized by federal law, within its limits.

Given under my hand, at Rouyn, this 20th day of December 1944.

GÉRARD BEAUCHEMIN,  
Secretary-treasurer.

8124-52-4-o

Avis public est par les présentes donné de la part de l'Hôpital Jeffery Hale, de la Cité de Québec, que tel Hôpital s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir la passation d'un Acte amendant sa Charte (29 Victoria, Chapitre 106, tel qu'amendé par 1 Edouard VII, chapitre 91 et 18 George V, Chapitre 144) aux fins d'augmenter le nombre de ses Gouverneurs électifs et de prolonger leur terme d'office; aussi afin d'autoriser le dit Hôpital à fusionner et consolider les livres de compte du pavillon du dit Hôpital connu sous le nom de "McKenzie Wing" avec ceux de toute son entreprise et institution;—et pour autres fins.

Québec, 30 décembre, 1944.

Les procureurs du Requérant,

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

8140-52-4-o

Public notice is hereby given, on behalf of Jeffery Hale's Hospital, of the City of Quebec, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act amending its Charter (29 Victoria, Chapter 106, as amended by 1 Edward VII, Chapter 91 and 18 George V, Chapter 144), by increasing the number of its elective governors and extending their term of office; also empowering the said Hospital to merge and consolidate the books of account of its Wing, known as "The McKenzie Wing", with those of its whole institution and undertaking, and for other purposes.

Quebec, December 30, 1944.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,

Solicitors for Applicant.

8140-52-4-o

Prenez avis que Thomas Palladina, traceur mécanicien, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi changeant son nom de Thomas Palladina en celui de Thomas Shaw Collins.

Daté en la cité de Montréal, Province de Québec, le 21 décembre 1944.

Les procureurs du requérant,  
CREELMAN, EDMISON & BEULLAC.

215 ouest, rue St-Jacques,  
Montréal, 1, P.Q.

8141-52-4

Take notice that Thomas Palladina, mechanical draughtsman, of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof for the passing of an act changing his name from Thomas Palladina to Thomas Shaw Collins.

Dated at the City of Montreal, in the Province of Quebec, this 21st day of December, 1944.

CREELMAN, EDMISON & BEULLAC,  
Attorneys for Petitioner.

215 St. James Street West,  
Montreal, 1, P.Q.

8141-52-4-o

Avis est par les présentes donné que M. Jean Lapointe, étudiant en chirurgie dentaire, de la paroisse de Ste-Hélène, dans les comté et district de Kamouraska, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi spéciale l'autorisant à être admis à l'exercice de la profession dentaire à la fin de ses années universitaires, à condition de passer avec succès l'examen requis.

Rivière du Loup, 26 décembre 1944.

Le Procureur du Requéant,  
8145-52-4-o LOUIS DUGAL.

Notice is hereby given that Mr. Jean Lapointe, student in dental surgery, of the parish of Ste-Hélène, in the county and district of Kamouraska, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Bill, authorizing him to be admitted to the Dental Profession at the end of his years at the University, on condition that he shall pass successfully the required examination.

Rivière du Loup, December 26th, 1944.

LOUIS DUGAL,  
8145-52-4 Attorney for the Applicant.

### Département de l'Agriculture

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la Loi des sociétés d'horticulture (S.R.Q. 1941, chapitre 121), une société d'horticulture a été constituée dans le comté d'Abitibi, sous le nom de "Harricana Horticultural Society", et que son principal siège d'affaires est en la ville de Bourlamaque.

Québec, le 22 décembre 1944.

Le ministre de l'Agriculture,  
8116-o LAURENT BARRÉ.

### Department of Agriculture

Notice is hereby given that under the Horticultural Societies Act (R.S.Q. 1941, chapter 121) a horticultural society has been formed in the county of Abitibi, under the name of "Harricana Horticultural Society" and that its principal place of business is in the town of Bourlamaque.

Quebec, December 22nd, 1944.

LAURENT BARRÉ,  
8116 Minister of Agriculture.

### Département de l'Instruction publique

N° 499-44.

Québec, le 18 décembre 1944.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Milan, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Scotstown, dans le comté de Compton.

Pour le Surintendant,  
8074-51-2-o JOS.-A. PAQUET.

### Department of Education

No. 499-44.

Quebec, December 18th, 1944.

Application is made to annex the school municipality of Milan, for Protestants only, to the Protestant school municipality of Scotstown, in the county of Compton.

JOS. A. PAQUET,  
8074-51-2 for the Superintendent.

"Je donne avis de l'érection d'une commission scolaire centrale protestante pour les comtés de Richmond-Drummond-Arthabaska par l'arrêté ministériel N° 5084 en date du 21 décembre 1944, conformément à la Loi 8 Geo. VI, chapitre 15, division 1, article 6.

Cette commission sera connue comme étant la commission scolaire centrale protestante de Richmond-Drummond-Arthabaska. Les commissions locales comprises dans le territoire seront les suivantes:

La commission scolaire protestante d'Asbestos, Prot.,

La commission scolaire protestante de Danville,

La commission scolaire protestante de Kingsey, Prot.,

La commission scolaire protestante de Melbourne Village,

La commission scolaire protestante de Richmond,

Les syndics d'écoles protestantes de St-Fulgence de South-Durham, diss.

Les syndics d'écoles protestantes de St-Pierre de Durham, diss.,

La commission scolaire protestante de Tingwick,

La commission scolaire protestante d'Ulverton, La commission scolaire protestante de Windsor et Brompton,

Les syndics d'écoles protestantes de la cité de Drummondville, diss.

"I give notice of the erection of a Protestant central school board for the counties of Richmond-Drummond-Arthabaska by Order-in-Council No. 5084 dated December 21st, 1944, in accordance with the Act 8 Geo. VI, Chapter 15, Division 1, Section 6.

This board shall be known as the Richmond-Drummond - Arthabaska Protestant Central School Board. The local boards comprised in the territory shall be:

The Protestant school commissioners of Asbestos, Prot.,

The Protestant school commissioners of Danville,

The Protestant school commissioners of Kingsey, Prot.,

The Protestant school commissioners of Melbourne Village,

The Protestant school commissioners of Richmond,

The Protestant school trustees of St. Fulgence de South Durham, diss.,

The Protestant school trustees of St. Pierre de Durham, diss.,

The Protestant school commissioners of Tingwick,

The Protestant school commissioners of Ulverton, The Protestant school commissioners of Windsor and Brompton,

The Protestant school trustees of the City of Drummondville, diss.

Les commissions suivantes seront exclues de ce territoire:

La commission scolaire protestante de Kingsbury Village,  
La commission scolaire protestante de Melbourne Township,  
La commission scolaire protestante de Shipton,  
Les syndicats d'écoles protestantes de Bromptonville, diss.

Les membres de la commission scolaire centrale seront nommés comme suit:

Un membre sera nommé par la commission scolaire protestante de Richmond;  
Un membre sera nommé par les syndicats d'écoles protestantes de la cité de Drummondville, diss.;

Un membre sera élu par les délégués des commissions scolaires protestantes ou des syndicats des municipalités scolaires de Danville, Asbestos, Prot., et Tingwick;

Un membre sera élu par les délégués des commissions scolaires protestantes ou des syndicats des municipalités scolaires de Windsor et Brompton et Melbourne Village;

Un membre sera élu par les délégués des commissions scolaires protestantes ou des syndicats des municipalités scolaires de Kingsey, Prot., Ulverton, St-Fulgence de South Durham, diss., et St-Pierre de Durham, diss."

Québec, 22 décembre 1944.

Le surintendant,

8129

VICTOR DORÉ.

The following boards shall be excluded from this territory:

The Protestant school commissioners of Kingsbury Village,  
The Protestant school commissioners of Melbourne Township,  
The Protestant school commissioners of Shipton,  
The Protestant school trustees of Bromptonville, diss.

The members of the Central School Board shall be appointed as follows:

One member to be appointed by the Protestant Board of school commissioners of Richmond;  
One member to be appointed by the Protestant Board of school trustees of the City of Drummondville, diss.;

One member to be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of Danville, Asbestos, Prot., and Tingwick;

One member to be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of Windsor and Brompton and Melbourne Village;

One member to be elected by delegates of the Protestant Boards of school commissioners or trustees of the school municipalities of Kingsey, Prot., Ulverton, St. Fulgence de South Durham, diss., and St. Pierre de Durham, diss."

Quebec, December 22, 1944.

VICTOR DORÉ,

Superintendent.

8129-o

## Département du Travail

### AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie des Gants fins, établi en exécution du décret numéro 1095, du 28 avril 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 5059 du 21 décembre 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1945 au 1er janvier 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$12.50 (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires et pourcentages.

#### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formulaires de rapport indiquant les heures de travail, l'argent

## Department of Labour

### NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Fine Glove Industry, formed under decree No. 1095, of April 28, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 5059, of December 21, 1944, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans, and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

#### 1. Assessments

The period of levy shall extend from January 1st, 1945, to January 1st, 1946; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages fixed for the journeymen receiving the lowest pay, namely \$12.50. (minimum rate set by the decree).

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages and percentages.

#### 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money col-

perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues du Comité paritaire de l'Industrie des Gants fins, pour la période comprise entre le 1er janvier 1945 et le 1er janvier 1946.

#### LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES GANTS FINS

Siège Social: Montréal

États des recettes et des déboursés probables  
1er janvier 1945—1er janvier 1946.

#### Recettes:

Cotisations: ½ de 1%	
Employeurs professionnels.....	\$ 3,750.00
Salariés.....	3,750.00
	<hr/>
	\$ 7,500.00

#### Déboursés:

Secrétariat et frais d'administration.....	\$ 1,106.00
Inspections régulières.....	
Salaires.....	\$ 1,609.40
Frais de déplacement.....	1,024.00
	2,633.40
Inspections spéciales.....	125.00
Frais de déplacement des membres du Comité.....	990.00
Jetons de présence.....	800.00
Bureau des examinateurs: Frais de déplacement.....	170.00
Frais légaux et professionnels.....	515.00
Loyer.....	300.00
Papeterie et impressions.....	450.00
Poste, télégramme et téléphone.....	120.00
Ameublement et divers.....	290.60
	<hr/>
	\$ 7,500.00

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 30 décembre 1944. 8134-o

### PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie et du commerce de la région du Lac St-

John est collecté pendant la semaine, et les montants versés au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, de la part de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

### 3. Financial report

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th, and December 31st, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Fine Glove Industry, for the period comprised between January 1, 1945, and January 1, 1946.

#### THE JOINT COMMITTEE OF THE FINE GLOVE INDUSTRY

Corporate seat: Montreal

Estimate of receipts and disbursements January 1st, 1945—January 1st, 1946.

#### Receipts:

Assessments: ½ of 1%	
Professional employers.....	\$ 3,750.00
Employees.....	3,750.00
	<hr/>
	\$ 7,500.00

#### Disbursements:

Secretariate and administration expenses.....	\$ 1,106.00
Regular inspections.....	
Salaries.....	\$ 1,609.40
Travelling expenses.....	1,024.00
	2,633.40
Special inspections.....	125.00
Travelling expenses of the members of the Committee.....	990.00
Attendance fees.....	800.00
Board of examiners: travelling expenses.....	170.00
Professional and legal charges.....	515.00
Rent.....	300.00
Stationery and printing.....	450.00
Postage, telegrams, telephone.....	120.00
Furniture and miscellaneous.....	290.60
	<hr/>
	\$ 7,500.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, December 30, 1944. 8134-o

### EXTENSION OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice that the right of levy of the Joint Committee of the Industry and Commerce of the Lake St. John District,

Jean, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 3470 du 17 décembre 1943, a été prolongé jusqu'au 31 mars 1945, aux mêmes taux et conditions par l'arrêté-en-conseil numéro 5061 du 21 décembre 1944.

Toutefois, ledit arrêté ne s'applique qu'aux personnes régies par le décret numéroté 871 du 26 mai 1939 et amendements.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 décembre 1944. 8135-0

#### AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité Paritaire de l'industrie de la lithographie de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 649, du 29 février 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 5060 du 21 décembre 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés :

##### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 décembre 1944 jusqu'au 31 décembre 1945 et s'exerce comme ci-dessous mentionné :

a) Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 649 doivent verser au Comité paritaire un montant égal à  $\frac{1}{2}$  de 1% de la liste des salaires pour toutes les personnes, hommes et femmes, assujettis audit décret.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 649, travaillant individuellement ou en société, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur salaire. Pour les fins d'application de cette cotisation et de ce règlement, le salaire de chaque artisan, travaillant seul ou en société, est considéré comme étant égal à celui payé au compagnon le moins rémunéré.

c) Tous les salariés assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires ou autres rémunérations.

##### 2. Mode de perception

Le ou avant le quinzième (15ième) jour de chaque mois, l'employeur professionnel doit transmettre au Comité paritaire un rapport (sur les formules fournies à cette fin par le Comité paritaire) indiquant les salaires ou autres rémunérations payés durant le mois précédent à toutes les personnes à son emploi assujetties audit décret; il doit, en même temps, remettre au Comité paritaire le montant de sa propre cotisation et celle de ses salariés.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité paritaire, les cotisations de ses salariés à même les salaires versés à ces derniers.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Le Comité a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport lorsqu'il le juge à propos.

##### 3. Rapport financier

En vertu de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Minis-

authorized by a by-law approved by Order-in-Council 3470 of December 17, 1943, has been extended until March 31, 1945, at the same rates and conditions by Order-in-Council number 5061 of December 21, 1944.

However, the said Order applies only to persons governed by Decree number 871, of May 26, 1939 and amendments.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, December 30, 1944. 8135-0

#### NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Lithographing Industry Parity Committee for the Province of Quebec, formed under decree number 649, of February 29, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 5060 of December 21, 1944, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

##### 1. Levy

The period of levy shall extend from December 31st, 1944 to December 31st, 1945, and shall apply as hereinafter mentioned:

a) All professional employers governed by Decree No. 649 shall pay to the Parity Committee an amount equal to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their pay list for all persons, men and women, subject to the said Decree.

b) All artisans governed by Decree No. 649, working individually or in partnership, shall pay to the Parity Committee an amount equal to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their salary. For the purpose of this levy and this by-law, the salary of each artisan, working separately or in partnership, shall be considered fixed to an amount equal to the salary paid to the least remunerated journeyman employee.

c) All employees governed by the said Decree shall pay to the Parity Committee an amount equal to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their salaries, wages or other remuneration.

##### 2. Mode of Collection

On or before the fifteenth (15th) day of each month, the professional employer shall transmit to the Parity Committee a return (on the form furnished by the Parity Committee for that purpose) stating the salaries, wages and other remuneration paid during the preceding month to all persons in his employ subject to the said Decree. Simultaneously, the professional employer shall remit to the said Parity Committee the amount of his own assessment and the assessment of his employees.

The professional employer shall collect, at the expiration of each week, on behalf of the Parity Committee, the assessments imposed on employees from the wages paid to them.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The Committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

##### 3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same

tre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et déboursés du Comité paritaire de l'industrie de la lithographie de la province de Québec pour la période se terminant le 31 décembre 1945.

État des recettes et déboursés du Comité Paritaire de l'Industrie de la Lithographie de la province de Québec pour la période comprise entre le 1er janvier 1945, et le 31 décembre 1945.

**Recettes:**

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels . . . . .	\$ 2,500.00
Salariés . . . . .	2,500.00
Domages liquidés . . . . .	100.00
	\$5,100.00
Intérêt en rentes sur l'État . . . . .	30.00
	\$ 5,130.00

**Déboursés:**

Salaires—Bureau . . . . .	\$ 1,796.33
“ Inspecteurs (Ville) . . . . .	661.65
Jetons de présence . . . . .	480.00
Loyer . . . . .	207.19
Éclairage . . . . .	10.29
Taxes . . . . .	10.22
Assurance . . . . .	7.97
Papeterie et fournitures de bureau . . . . .	184.45
Frais de déplacement—Ville . . . . .	18.26
Téléphone, télégrammes . . . . .	64.28
Frais de poste . . . . .	29.62
Frais d'audition . . . . .	120.00
Frais de banque . . . . .	5.07
Dépenses générales . . . . .	125.92
Frais de déplacement—En général . . . . .	212.50
Frais de déplacement—Membres . . . . .	480.00
Assurance-chômage . . . . .	6.25
	\$4,420.00
Surplus probable pour l'année . . . . .	710.00
	710.00

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 décembre, 1944. 8133-o

to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st, 1945.

There is, annexed hereto an estimate of the receipts and disbursements of the Lithographing Industry Parity Committee for the Province of Quebec for the period ending on December 31st, 1945.

Estimate of Revenue and Expenses of the Lithographing Industry Parity Committee for the Province of Quebec for the period from January 1st, 1945 to December 31st, 1945.

**Revenue:**

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers . . . . .	\$ 2,500.00
Employees . . . . .	2,500.00
Liquidated Damages . . . . .	100.00
	\$5,100.00
Interest in Government Bonds . . . . .	30.00
	5,130.00

**Disbursements:**

Salaires—Office . . . . .	1,796.33
“ Inspecteurs—City . . . . .	661.65
Attendance Fees . . . . .	480.00
Rent . . . . .	207.19
Electric Light . . . . .	10.29
Taxes . . . . .	10.22
Insurance . . . . .	7.97
Stationery & Office Supplies . . . . .	184.45
Travelling Expense—City . . . . .	18.26
Telephone & Telegrams . . . . .	64.28
Postage . . . . .	29.62
Auditors' Fees . . . . .	120.00
Bank Charges . . . . .	5.07
General Expense . . . . .	125.92
Travelling Expense—General . . . . .	212.50
Travelling Expense—Members . . . . .	480.00
Unemployment Insurance . . . . .	6.25
	\$4,420.00
Estimated surplus for the year . . . . .	710.00
	710.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, December 30, 1944. 8133-o

**Département du Trésor**  
**Assurances**

**Department of Treasury**  
**Insurance**

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT**

**NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION**

Avis est par le présent donné que "The Victory Insurance Company Limited" enregistrée sous le numéro 457, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1963, qui l'autorise à compter du 6 novembre 1944, à réaliser dans la Province de Québec des opérations d'assurance relatives aux classes suivantes: incendie et accessoirement; agitation civile, choc de véhicules,

Notice is hereby given that "The Victory Insurance Company Limited" registered under number 457, has obtained the license and certificate of registration number 1963, authorizing it as from November 6th 1944, to transact in the Province of Quebec, the following classes of insurance: fire, and supplementary thereto; civil commotion, earthquake, falling aircraft,

défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, grêle, ouragan, tremblement de terre.

Le siège principal de la compagnie est situé à Londres, Angleterre.

La Compagnie a nommé M. Francis Raymond Hannen, 507 Place d'Armes, Montréal, son agent principal et procureur dans la Province.

Donné ce vingtième jour de décembre 1944, au bureau du Service des Assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
 8082-51-2-o Surintendant des assurances.

**AVIS D'AUTORISATION RELATIF À LA FORMATION D'UNE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS**

Avis est donné par les présentes que le Lieutenant-gouverneur-en-conseil, par l'arrêté numéro 4916, sanctionné le 14 décembre 1944, a autorisé la formation d'une société de secours mutuels sous le nom de la "Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec" qui a pour objet de se mettre en état, au moyen de contributions de la part de ses membres, de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou de revers de fortune ou sujet cependant à l'article 217 de la Loi des assurances de Québec, dans le cas de décès de leurs enfants ou pupilles, et, dans le cas de mort des membres, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux.

Le siège principal de la société sera situé à Valleyfield, comté de Beauharnois.

Daté ce vingtième jour de décembre 1944, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
 8123-o Surintendant des assurances.

**Avis d'autorisation relatif à la formation d'une société de secours mutuels**

Avis est donné par les présentes que le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par l'arrêté numéro 4917, sanctionné le 14 décembre 1944, a autorisé la formation d'une société de secours mutuels sous le nom de la "Société de Secours Mutuels des employés de la Canadian Johns' Manville Company Limited d'Asbestos" qui a pour objet de se mettre en état, au moyen de contributions de la part de ses membres, de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou de revers de fortune ou sujet cependant à l'article 217 de la Loi des assurances de Québec, dans le cas de décès de leurs enfants ou pupilles, et, dans le cas de mort des membres, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux.

Le siège principal de la société sera situé à Asbestos, comté de Richmond.

Daté ce vingtième jour de décembre 1944, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
 8142-o Surintendant des assurances.

hail, impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, windstorm.

The head office of the association is situated at London, England.

The Company has appointed Mr. Francis Raymond Hannen, 507 Place d'Armes, Montreal, its principal agent and attorney in the Province.

Given this twentieth day of December 1944, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
 8082-51-2-o Superintendent of Insurance.

**NOTICE OF AUTHORIZATION CONCERNING THE FORMATION OF A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION**

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor-in-council, by the order number 4916, sanctioned on the 14th of December 1944, has authorized the formation of a mutual benefit association under the name of "Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec" which has for object, by means of contributions from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, or, subject however to section 217 of the Quebec Insurance Act, in case of the death of their children or wards, and, in case of the death of members, for their widows and orphans or legal representatives.

The head office of the association will be situated at Valleyfield, Beauharnois county.

Dated this twentieth day of December 1944, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
 8123 o Superintendent of Insurance.

**Notice of authorization concerning the formation of a Mutual Benefit Association**

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor-in-Council, by the order number 4917, sanctioned on the 14th of December 1944, has authorized the formation of a mutual benefit association under the name of the "Société de Secours Mutuels des employés de la Canadian Johns' Manville Company Limited d'Asbestos" which has for object, by means of contributions from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, or, subject however to section 217 of the Quebec Insurance Act, in case of the death of their children or wards, and, in case of the death of members, for their widows and orphans or legal representatives.

The head office of the association will be situated at Asbestos, Richmond county.

Dated this twentieth day of December 1944, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
 8142-o Superintendent of Insurance.

**ERRATUM**

Au sujet de la nomination comme juge de paix de monsieur Maltais, officier de liaison

**ERRATUM**

Respecting the appointment as Justice of the Peace of Mr. Maltais, liaison officer for the

pour la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, 11 rue Ste-Anne, Chicoutimi, (voir *Gazette officielle de Québec*, N° 47, Vol. 76, 25 novembre 1944, page 2456, quatrième paragraphe des nominations en date du 9 novembre 1944), veuillez prendre note que les initiales de monsieur Maltais sont J.-L., au lieu de J.-E. 8137-0

War-time Prices and Trade Board, 11 Ste-Anne street, Chicoutimi, (see *Quebec Official Gazette*, No. 47, Vol. 76, November 25th, 1944, page 2456, fourth paragraph of Appointments, dated November 9th, 1944) please take notice that Mr. Maltais' initials are J.-L., instead of J. E.

8137

### Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par M. Jean-Paul Bonin, notaire, résidant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me Joseph-Émile Lachapelle, en son vivant, notaire au même endroit.

Québec, ce 23 novembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
7869-48-5-0 JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par Me Guy Villeneuve, notaire, demeurant et pratiquant à l'Annonciation, district judiciaire de Montcalm, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Philéas Morissette, notaire démissionnaire, qui pratiquait aussi à l'Annonciation, district judiciaire de Montcalm.

Québec, le 11 décembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la province,  
8007-50-5-0 JEAN BRUCHESI.

### Notarial Minutes

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Jean-Paul Bonin, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Joseph-Émile Lachapelle, in his lifetime notary of the same place.

Quebec, November 23rd, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
7869-48-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Guy Villeneuve, notary, residing and practising at l'Annonciation, judicial district of Montcalm, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Philéas Morissette, notary, who has resigned, who also practised at l'Annonciation, judicial district of Montcalm.

Quebec, December 11th, 1944.

JEAN BRUCHESI,  
8007-50-5 Under Secretary of the Province.

### Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 3 novembre 1944.

MM. Robert Bouchard, huissier, de Sayabec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski, et Romérique Côté, pêcheur, de Cloridorme: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 16 novembre 1944.

M. Omer Rinfret, boucher, de Louiseville: adjoint à la Commission de la paix pour le district judiciaire des Trois-Rivières.

M. Louis-Clovis Sasseville, de Ste-Anne-des-Monts: greffier de la Cour de magistrat siégeant à Ste-Anne-des-Monts, à compter du 1er décembre 1944.

Québec, 30 novembre 1944.

MM. Omer Bouchard, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, de Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata: juge

### Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, November 3rd, 1944.

Messrs. Robert Bouchard, bailiff, of Sayabec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski, and Romérique Côté, fisherman, of Cloridorme: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé, both for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, November 16, 1944.

Mr. Omer Rinfret, butcher, of Louiseville: to be Peace Commissioner for the judicial district of Trois-Rivières.

Mr. Louis-Clovis Sasseville, of Ste-Anne-des-Monts: to be Clerk of the Magistrate's Court sitting at Ste-Anne-des-Monts, as from the 1st of December, 1944.

Quebec, November 30th, 1944.

Messrs. Omer Bouchard, inspector on the Old Age Pension Board, of Notre-Dame-du-Lac, county of Témiscouata: to be Justice of the

de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska; Laurent Chouinard, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, d'Anse-aux-Griffons, comté de Gaspé-Sud: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé; J.-Médard Ouellet, secrétaire-trésorier du Comité paritaire du commerce de l'alimentation en gros de Québec, 498 rue St-Joseph, Lauzon, et Octave Jobin, inspecteur du même Comité, 19 rue Allevyn, Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec. Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Renaud Chapdelaine, avocat, de Nicolet: protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit, greffier de la Cour de magistrat du district de Nicolet, et registrateur de la division d'enregistrement numéro 2 de Nicolet, pour agir conjointement avec monsieur J.-W. Denis, sous le nom de Denis et Chapdelaine, le tout à compter du 1er décembre 1944.

Québec, 7 décembre 1944.

M. William Joseph Reilly, voyageur de commerce, 10 rue Domville, St-Lambert Annexe: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Pierre-Louis Dupuis, avocat et conseil en loi du Roi, de la ville de Montréal: juge de la Cour des jeunes délinquants de la cité de Montréal, à compter du 15 décembre 1944.

MM. C.-O. Poutré, officier de douanes, et F. G. Young, garagiste, tous deux de Philipsburg, Que.: adjoints à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Bedford.

M. Henri Lafontaine, greffier de la paix du district de Montcalm, Mont-Laurier: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district de Montcalm, telle juridiction cependant devant être restreinte à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoenas et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

MM. Georges Bernard, de Saint-Louis-de-Courville, Léo Keating, Maurice Caron et Duhamel Trudelle, ces trois derniers de Rimouski, tous quatre enquêteurs pour la Commission des prix et du commerce en temps de guerre: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Le Capitaine George Whiteley, de Bonne-Espérance, comté de Saguenay: juge de paix pour le district judiciaire de Saguenay.

Québec, 14 décembre 1944.

MM. Roland Provencher, greffier de la paix du district d'Arthabaska, et Maurice Maheux, shérif du même district, tous deux d'Arthabaska: juges de paix, conformément aux dispositions

Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska; Laurent Chouinard, inspector on the Old Age Pension Board, of Anse-aux-Griffons, county of Gaspé-South: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé; J. Médard Ouellet, Secretary treasurer of the Joint Committee of Wholesale Foodstuffs of Québec, 498 St. Joseph street, Lauzon, and Octave Jobin, inspector of the same Committee, 19 Allevyn street, Québec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Québec. The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Renaud Chapdelaine, advocate, of Nicolet: to be Prothonotary of the Superior Court, Clerk of the Circuit Court, Clerk of the Magistrate's Court for the district of Nicolet, and Registrar for Registration Division No. 2 of Nicolet, to act jointly with Mr. J. W. Denis, under the name of "Denis et Chapdelaine", the whole as from the 1st of December, 1944.

Québec, December 7th, 1944.

Mr. William Joseph Reilly, commercial traveller, 10 Domville street, St. Lambert Annex: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the whole Province of Québec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Pierre Louis Dupuis, advocate and King's Counsel, of the City of Montreal: to be Judge of the Juvenile Delinquents' Court of the City of Montreal, as from the 15th of December, 1944.

Messrs. C. O. Poutré, Customs Officer, and F. G. Young, garage-keeper, both of Philipsburg, Que.: to be Peace Commissioners for the judicial district of Bedford.

Mr. Henri Lafontaine, Clerk of the Peace for the district of Montcalm, Mont-Laurier: to be Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 15), with jurisdiction over the district of Montcalm, such jurisdiction however to be restricted to the swearing of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas and warrants of custody, as well as the receiving of sureties and adjournment of cases, either alone, when the Law permits or with another Justice of the Peace when the Law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

Messrs. Georges Bernard, of Saint-Louis-de-Courville, Léo Keating, Maurice Caron and Duhamel Trudelle, the three latter of Rimouski, all four investigators for the Wartime Prices and Trade Board: to be Justices of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction throughout the whole Province of Québec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Captain George Whiteley, of Bonne Espérance, Saguenay County: to be Justice of the Peace for the judicial district of Saguenay.

Québec, December 14th, 1944.

Messrs. Roland Provencher, clerk of the peace of the district of Arthabaska, and Maurice Maheux, sheriff of the same district, both of Arthabaska: to be Justices of the Peace pursuant

de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district d'Arthabaska, telle juridiction cependant devant être restreinte à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoenas et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit que les dits Roland Provencher et Maurice Maheux agissent seuls lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.  
8138-o

to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15) with jurisdiction over the district of Arthabaska, such jurisdiction however to be restricted to the swearing of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas and warrants of custody and also the receiving of sureties and the adjournment of cases, whether the said Roland Provencher and Maurice Maheux be acting alone when the Law permits or with another Justice of the Peace when the Law gives jurisdiction to two justices of the peace.  
8138

Proclamations

Proclamations

Canada,  
Province de Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général } ATTENDU que l'article 227 de la Loi des tribunaux judiciaires, (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), décrète que dans chacun des districts judiciaires, autres que ceux de Québec et de Montréal, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, ordonner la tenue de la Cour des sessions de la paix pour ces districts aux époques et aux endroits, dans chacun de ces districts, qu'il juge à propos;

ATTENDU qu'il y a lieu d'ordonner la tenue de la Cour des sessions de la paix à Louiseville, dans le district de Trois-Rivières;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer les époques des séances de la Cour des sessions de la paix, à Louiseville, aux mêmes époques que celles déterminées pour les districts de Québec et de Montréal, savoir tous les jours juridiques de l'année ou chaque fois que les affaires le requièrent;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret en date du 21 décembre 1944, Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons:

1.—Que, à compter du 30 décembre 1944, la Cour des sessions de la paix soit tenue à Louiseville, dans le district de Trois-Rivières;

2.—Que les époques de la tenue des séances de la Cour des sessions de la paix, à Louiseville, dans le district de Trois-Rivières, soient fixées à tous les jours juridiques de l'année ou chaque fois que les affaires le requièrent.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

Canada,  
Province of Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS section 227 Deputy Attorney } of the Courts of Justice General. } Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), enacts that in each of the judicial districts, other than those of Quebec and Montreal, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, order the Court of the Sessions of the Peace to be held for the said districts at such times and in such places, in each of the said districts, as he may think proper;

WHEREAS it is expedient to order the Court of the Sessions of the Peace to be held at Louiseville, in the district of Trois-Rivières;

WHEREAS it is expedient to fix the time for the sittings of the Court of the Sessions of the Peace, at Louiseville, to the same times as those fixed for the districts of Quebec and Montreal, namely all juridical days of the year or each time business may require it;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an Order bearing date the 21st of December, 1944, We have enacted and ordered and do hereby enact and order:

1.—That, from and after the 30th of December, 1944, the Court of the Sessions of the Peace be held at Louiseville, in the district of Trois-Rivières;

2.—That the times for the holding of the sittings of the Court of the Sessions of the Peace, at Louiseville, in the district of Trois-Rivières, be fixed to every juridical day of the year or each time business may require it.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

**TÉMOIN:** Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

**WITNESS:** Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, ce vingt-huitième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this twenty-eighth day of December, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-four and the ninth year of Our Reign.

Par ordre,  
Le sous-secrétaire de la province,  
8147-o JEAN BRUCHESI.

By command,  
JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L.S.]  
EUG. FISET

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]  
EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,  
**GREETING.**

SALUT.

**A**TTE<sup>N</sup>D<sup>U</sup> que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la Province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le SEPT FÉVRIER prochain, et en conséquence, nous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

**W**HEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the SEVENTH day of FEBRUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

**EN FOI DE QUOI,** Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. **TÉMOIN:** Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

**IN TESTIMONY WHEREOF,** We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. **WITNESS:** Our Right Trusty and Well beloved the Honourable Sir EUGÈNE MARIE JOSEPH FISET, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante-quatre et de Notre règne le neuvième.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY-EIGHTH day of the month of DECEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-four and in the ninth year of Our Reign.

Par ordre,  
Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,  
8146-52-6-o ANTOINE LEMIEUX.

By command,  
ANTOINE LEMIEUX,  
Clerk of the Crown in Chancery at Quebec.  
8146-52-6-o

**Vente—Loi de faillite**

**Sale—Bankruptcy Act**

**LOI DE FAILLITE**

**BANKRUPTCY ACT**

Province de Québec, District de Montréal.  
N° 96/1944. Cour Supérieure "En faillite".

Province of Quebec, District of Montreal  
No. 96/1944. Superior Court, (Sitting in Bankruptcy)

**VENTE À L'ENCAN**

**AUCTION SALE**

Dans l'affaire de: Marie-Joseph Major, faisant affaires sous le nom et raison sociale de J. A. Major Démolition Enregistrée, Montréal, cédante autorisée; & Hermas Perras, des cité et district de Montréal, Syndic.

In the matter of: Marie Joseph Major, carrying on business under the firm name and style of J. A. Major Démolition Enregistrée, Montreal, Authorized Assignor; & Hermas Perras, of the city and district of Montreal, trustee.

Avis est par les présentes donné que VENDORI le 2 FÉVRIER 1945 à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, au bureau du shérif du district de Montréal, au Palais de Justice de Montréal, l'immeuble de cette faillite ci-après décrit :

DÉSIGNATION

"Un emplacement portant le numéro huit cent quarante aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine, avec les bâtisses portant le numéro 45 de l'avenue Dorval, en la Ville de Dorval".

Conditions de vente: Comptant.

Un dépôt de \$600.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement du registraire des faillites en date du 20 décembre 1944, soit en argent, ou chèque accepté et la balance à la passation de l'acte de vente.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente sera faite en vertu de l'article 45 et ses sous-paragraphes de la loi de faillite, et conformément aux articles 716 à 719 C.P.C. pour ladite vente ainsi s'effectuer avec l'effet du décret.

Montréal, 22 décembre 1944.

Le Syndic,  
HERMAS PERRAS.

Bureau: Édifice Métropole,  
4 est, Notre-Dame,  
Montréal.

8125-52-2-0

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° A-229872.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure séante à Montréal, rendu le 15ème jour de décembre 1944 par l'Hon. juge Philémon Cousineau, dans une cause où la demanderesse est: Marie-Louise Beaulieu, épouse contractuellement séparée de biens de Gilbert Brisebois, médecin, de ville Mont-Royal, district de Montréal, ce dernier partie à l'action pour autoriser sadite épouse; et les défendeurs sont: Édouardina Beaulieu, épouse séparée de biens de Léo Roy, conducteur, Clara Beaulieu, épouse séparée de biens de Louis Robert, soldat, Marie-Hortense Beaulieu, épouse séparée de biens d'Émile Beaulieu, Jos.-Alfred-Didace Beaulieu, I.C., et Pierre-Émile-Léopold Beaulieu, architecte, tous des cité et district de Montréal, lesdits Émile Beaulieu, Louis Robert et Léo Roy parties à l'action pour autoriser leurs épouses en autant que besoin est; et la mise en cause est: Dame Édouardina Saint-Yves, veuve de Jean-Baptiste-Didace Beaulieu, de son vivant marchand des cité et district de Montréal; il a été ordonné que les immeubles ci-après décrits soient vendus par licitation, savoir:

La nue propriété seulement desdits immeubles concernés, soit:

1. Un emplacement situé dans le quartier St-Antoine, cité de Montréal, faisant partie du lot de terre connu sous le numéro six cent dix (610) des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier St-Antoine, mesurant ledit emplacement 19 pieds et 8 pouces de largeur par 69 pieds et 4 pouces de profondeur dans la ligne nord-est, et 67 pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest, le tout mesure anglaise et plus ou moins; et main-

Notice is hereby given that on FRIDAY the SECOND day of FEBRUARY, 1945, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the Sheriff's Office for the district of Montreal, in the Court House of Montreal, the immovable of this estate described as follows:

DESCRIPTION

"An emplacement bearing number eight hundred and forty of the official plan and in the book of reference of the Parish of Lachine, with the buildings bearing number 45 of Dorval avenue, in the Town of Dorval".

Conditions of sale: Cash.

A deposit of \$600 will be exacted from each or every bidder, pursuant to a judgment of the Registrar of bankruptcies, bearing date the 20th December, 1944, either in cash or accepted cheque and the balance at the passing of the deed of sale.

The titles and certificates may be seen at any time at the office of the undersigned trustee.

The said sale will be made pursuant to section 45 and its sub-sections of the Bankruptcy Act, and in conformity with articles 716 to 719 of the C.C.P., so that the said sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Montreal, December 22, 1944.

HERMAS PERRAS,  
Trustee.

Office: Édifice Métropole,  
4 Notre-Dame East,  
Montreal.

8125-52-2

Sale by Licitation

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A-229872.

Notice is hereby given that in virtue of the judgment of the Superior Court sitting in Montreal, rendered on the 15th day of December 1944, by the Honourable Justice Philémon Cousineau, in a case wherein the Plaintiff is: Marie-Louise Beaulieu, wife contractually separate as to property of Gilbert Brisebois, physician, of the Town of Mount-Royal, District of Montreal, the latter a party to the action to authorize his said wife; and the Defendants are: Édouardina Beaulieu, wife separate as to property of Leo Roy, conductor, Clara Beaulieu, wife separate as to property of Louis Robert, soldier, Marie-Hortense Beaulieu, wife separate as to property of Émile Beaulieu, Jos.-Alfred-Didace Beaulieu, C.I., and Pierre-Émile-Leopold Beaulieu, architect, all of the City and District of Montreal, the said Émile Beaulieu, Louis Robert and Leo Roy parties to the action to authorize their wives in so far as needs be; and the Mise en cause is: Dame Édouardina Saint-Yves, widow of Jean-Baptiste-Didace Beaulieu, in his lifetime merchant of the City and District of Montreal; it has been ordered that the immoveables hereinafter designated be sold by licitation, viz:

The bare ownership only of the said immoveables concerned, to wit:

1. An emplacement situate in the St-Antoine ward of the City of Montreal, forming part of the lot of land known under the number six hundred and ten (610) of the official plan and book of reference of the said St-Antoine Ward, measuring the said emplacement 19 feet and 8 inches in width by 69 feet and 4 inches in depth in the North-East line, and 67 feet in depth in the South-West line, the whole English measure and

tenant connu, ledit emplacement, comme étant la subdivision numéro cinq du lot numéro six cent dix F (610 F-5) desdits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine; avec une maison dessus érigée portant les Nos civiques 1183 et 1185 de la rue Osborne, cité de Montréal, avec droit de passage dans la ruelle en arrière;

2. Un emplacement situé dans le quartier St-Antoine, cité de Montréal, faisant partie du lot de terre numéro six cent dix F, étant la subdivision numéro quatre dudit lot de terre (610 F-4) des plan et livre de renvoi officiels corrigés dudit quartier St-Antoine, mesurant ledit emplacement 19 pieds et 8 pouces de largeur par la profondeur dudit lot; avec une maison dessus érigée portant les Nos civiques 1179 et 1181 de la rue Osborne, cité de Montréal; avec droits de passage en commun dans la ruelle en arrière;

3. Un emplacement situé dans le quartier Saint-Antoine, cité de Montréal, faisant partie du lot de terre numéro six cent dix F, (610 F-pt) des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier St-Antoine, mesurant ledit emplacement 19 pieds et huit pouces en front et en arrière, par 74 pieds de profondeur dans la ligne nord-est et 71 pieds et 8 pouces de profondeur dans la ligne sud-ouest, le tout mesure anglaise et plus ou moins, avec maison dessus érigée portant les Nos civiques 1173 et 1175 de la rue Osborne en la cité de Montréal; borné en front par ladite rue Osborne, en arrière par la ruelle, d'un côté par le lot 610 F-4 et de l'autre côté par partie dudit lot 610 F des mêmes plan et livre de renvoi officiels dudit quartier St-Antoine à Montréal;

4. Un emplacement situé en la ville de Longueuil, contenant 91 pieds de largeur par 72 pieds de profondeur dans la ligne nord-ouest et 67 pieds de profondeur dans la ligne sud-est, connu sous le N° onze (11) des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, avec maison et dépendances dessus érigées portant le numéro 9 de la rue Saint-Étienne à Longueuil; à distraire dudit emplacement le terrain vendu par Pierre Vinet à Napoléon Sanche dit Lachance suivant acte de vente notarié du 23 septembre 1913 et enregistré sur ledit immeuble sous le numéro 41,669, étant la partie sud-est dudit lot N° 11 et contenant 21 pieds de largeur par 67 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

5. Un emplacement situé en la ville de Longueuil connu et désigné comme le lot N° trois (3) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, contenant du côté nord-ouest 80 pieds de front et du côté sud-est 72 pieds par 140 pieds de profondeur, le tout mesure française, et plus ou moins; ledit lot formant le coin des rues Bord-de-l'eau et Saint-Étienne, avec bâtisses dessus construites, lequel emplacement est borné comme suit: tenant à un bout en front au fleuve Saint-Laurent, à l'autre bout arrière à Pierre Vinette et successeurs, d'un côté à la rue St-Étienne et de l'autre côté à un nommé Taylor; portant, la maison dessus construite, le numéro civique 72 de ladite rue Bord-de-l'eau.

Tous les susdits immeubles étant sujets à l'usufruit consenti par feu Jean-Baptiste-Didace Beaulieu en faveur de son épouse survivante Dame Édouardina Saint-Yves, mise en cause, en vertu de leur contrat de mariage portant le N° 8074 des minutes du notaire Eustache Prud-

more or less; and presently known, the said emplacement, as being subdivision number five of lot number six hundred and ten F (610 F-5) of the said official plan and book of reference of the St-Antoine Ward; with a building thereon erected bearing civic Nos 1183 and 1185 of Osborne Street, City of Montreal, with right of passage in a lane in the rear;

2. An emplacement situate in the St-Antoine Ward, City of Montreal, forming part of the lot of land number six hundred and ten F, being subdivision number four of the said lot of land (610 F-4) on the official plan and book of reference, corrected, of the said St-Antoine Ward, measuring the said emplacement 19 feet and 8 inches in width by the depth of the said lot; with a building thereon erected bearing civic numbers 1179 and 1181 of Osborne Street, City of Montreal; with rights of passage in common on the lane in the rear;

3. An emplacement situate in the St-Antoine Ward, City of Montreal, forming part of the lot of land number six hundred and ten F (610 F-pt) on the official plan and book of reference of the said St-Antoine Ward, measuring the said emplacement 19 feet and eight inches in front and in rear, by 74 feet in depth in the North-East line and 71 feet and 8 inches in depth in the South-West line, the whole English measure and more or less, with building thereon erected bearing civic Nos 1173 and 1175 of Osborne Street, City of Montreal; bounded in front by the said Osborne Street, in the rear by the lane, on the one side by lot 610 F-4 and on the other side by part of the said lot 610 F of the same plan and book of reference of the said St-Antoine Ward in Montreal;

4. An emplacement situate in the Town of Longueuil, containing 91 feet in width by 72 feet in depth in the North-West line and 67 feet in depth in the South-East line, known under No. eleven (11) of the official plan and book of reference of the Village of Longueuil, with building and appurtenances thereon erected bearing number 9 of St-Étienne Street in Longueuil; to be deducted from the said emplacement the land sold by Pierre Vinet to Napoléon Sanche dit Lachance under notarial deed of sale of the 23rd of September 1913 and registered on the said immovable under the number 41,669, being the South-East part of the said lot No. 11 and containing 21 feet in width by 67 feet in depth, English measure and more or less;

5. An emplacement situate in the Town of Longueuil known and designated as lot No. three (3) of the official plan and book of reference of the Village of Longueuil, containing on the North-West side 80 feet in width and on the South-East side 72 feet by 140 feet in depth, the whole French measure and more or less; the said lot forming the corner of Bord-de-l'eau and Saint-Étienne Street, with buildings thereon erected, which emplacement is bounded as follows: abutting at one end in front to the River St-Lawrence, at the other end in rear to Pierre Vinette and successors, on one side to St-Étienne Street and on the other side to one Taylor, bearing, the building thereon erected, civic number 72 of the said Bord-de-l'eau Street.

All the aforementioned immovables being subject to the usufruct consented by the late Jean-Baptiste-Didace Beaulieu in favour of his surviving wife, Dame Édouardina Saint-Yves, Mise en cause, in virtue of their marriage contract bearing No. 8074 of the minutes of Notary

homme, de Montréal, en date du 19 janvier 1893 et enregistré à Montréal au Vol. BB 23, sous le N° 123414.

Les dépôts suivants seront exigés de tout enchérisseur pour la réception de son enchère quant aux susdits immeubles, savoir:

Pour l'immeuble mentionné en premier lieu, un dépôt de \$850.; pour l'immeuble mentionné en deuxième lieu, un dépôt de \$1050.; pour l'immeuble mentionné en troisième lieu, un dépôt de \$900.; pour l'immeuble mentionné en quatrième lieu, un dépôt de \$140.; pour l'immeuble mentionné en cinquième lieu, un dépôt de \$250.

Les susdits immeubles seront vendus à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur VENDREDI, le DEUXIÈME jour de FÉVRIER 1945, à DIX heures et TRENTE du matin, (heure de Montréal), au Palais de Justice à Montréal, salle d'audience N° 31, ou dans toute autre salle que la Cour indiquera; le tout sujet aux clauses, charges et conditions mentionnées dans le cahier des charges qui sera déposé au greffe de la Cour Supérieure à Montréal, au bureau du Protonotaire.

Toute opposition à fin de charge, à fin de distraire ou à fin d'annuler, relativement aux susdits immeubles devant être licités, ne sera pas reçue plus tard que le douzième jour avant celui fixé pour la vente, et toute opposition à fin de conserver ou réclamation sur deniers devra être produite suivant la loi au greffe de ladite Cour dans les six jours après adjudication; et à défaut par les intéressés de faire telle opposition dans les délais prescrits, ils en seront forclos de plein droit.

Montréal, ce 22 décembre 1944.

L'avocat de la demanderesse,  
EMÉ. LACROIX.

4 est Notre-Dame, Montréal. 8126-52-2-o

Eustache Prud'homme, of Montreal, dated January 19th 1893 and registered at Montreal in Vol. BB 23, under No. 123414.

The following deposits shall be required from every bidder, before receiving his bid, with regards to the said immoveables, that is to say:

As regards the immoveable first hereinabove mentioned, a deposit of \$850.; as regards the immoveable secondly hereinabove mentioned, a deposit of \$1,050.; as regards the immoveable thirdly hereinabove mentioned, a deposit of \$900.; as regards the immoveable fourthly hereinabove mentioned, a deposit of \$140.; as regards the immoveable fifthly hereinabove mentioned, a deposit of \$250.

The aforesaid immoveables shall be sold by public sale and adjudicated to the last and highest bidder, FRIDAY, the SECOND day of FEBRUARY 1945, at HALF PAST TEN o'clock in the morning (Montreal time), at the Court House, Montreal, Court Room No. 31, or in any other room that the Court may designate; the whole subject to the clauses, charges and conditions mentioned in the List of Charges to be deposited at the Prothonotary's Office, Court House, Montreal.

No opposition to secure charges, to withdraw or to annul in respect to the said immoveables which are to be sold by licitation, can be received after the twelfth day previous to the day fixed for the sale, and any opposition or claim for payment of the proceeds of the licitation must be filed in the office of the Court within six days after the adjudication; and in default by interested parties of filing such oppositions within the delay prescribed, they are by law foreclosed from so doing.

Montreal, this 22nd of December 1944.

EMÉ. LACROIX,  
Attorney for Plaintiff.

4 Notre-Dame St East, Montreal. 8126-52-2-o

**Vente pour taxes municipales**

Province of Québec  
—  
VILLE DE MATANE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné J. E. Dionne, secrétaire-trésorier de la Ville de Matane, en obéissance à une résolution du conseil de la Ville de Matane en date du dix-huit décembre mil neuf cent quarante-quatre, que la propriété ci-après désignée sera vendue à l'enchère publique à l'hôtel de ville de la Ville de Matane, VENDREDI le VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER mil neuf cent quarante-cinq, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et redevances municipales, taxes scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessus ainsi qu'au paiement des frais à moins que ces taxes et redevances, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

**Sale for Municipal Taxes**

Province of Québec  
—  
TOWN OF MATANE

Public notice is hereby given by the undersigned J. E. Dionne, secretary treasurer of the Town of Matane, in conformity with a resolution of the Council of the Town of Matane bearing date the eighteenth day of December, one thousand nine hundred and forty-four, that the property hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of the Town of Matane, on FRIDAY, the TWENTY-SIXTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and forty-five, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of taxes and municipal dues, school taxes and interest mentioned in the following statement, as well as in payment of costs unless the said taxes and dues, interest and costs be paid before the sale:

Nom selon le rôl. d'évaluation	Nos du cadastre	Taxes scolaires	Taxes et redevances municipales	Total
Name according to valuation roll	Cadastral Nos.	School taxes	Municipal taxes & dues	
La Cie d'Hôtellerie Matane Gaspé.....	Sur partie du—On part of No. 190 de la—of the par. of St-Jérôme de Matane.....	\$ 192.97	\$ 521.30	\$ 714.27

Un emplacement situé en la ville de Matane, sujet à rente foncière constituée, ayant front sur la rue St-Jérôme, faisant partie du numéro 190 du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane, contenant 125 pieds par 200 pieds de dimensions avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit immeuble. Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux droits de retrait aux conditions de la Loi.

Donné à Matane, ce vingt-sixième jour de décembre mil neuf cent quarante-quatre.

Le secrétaire-trésorier,  
J. E. DIONNE.

8149-52-2-0

An emplacement situate in the Town of Matane, subject to a constituted ground rent, fronting on St-Jérôme street, forming part of No. 190 of the official cadastre for the Parish of St-Jérôme de Matane, measuring 125 feet by 200 feet in area—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable. The purchase price of this immovable will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption under conditions of the Law.

Given at Matane, this twenty-sixth day of December, one thousand nine hundred and forty-four.

J. E. DIONNE,  
Secretary treasurer.

8149-52-2

**VENTES PAR LES SHÉRIFS**

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

**KAMOURASKA**

Cour de Magistrat.—District de Kamouraska  
N° 12754 } ERNEST LÉVESQUE, entrepreneur de pompes funèbre, de la Cité de Rivière-du-Loup, demandeur; vs LES HÉRITIERS DE FEU DELVINA OUELLET, en son vivant de la cité de Rivière-du-Loup, défendeurs.

Un emplacement étant au cadastre de la ville de Fraserville, partie du lot N° (P-540) cinq cent quarante, mesurant cinquante pieds de front du nord au sud par soixante-cinq pieds de profondeur, du nord-est au sud-ouest environ, borné au nord à Émile Fournier, au sud à J. O. Pelletier, à l'ouest à la Rivière-du-Loup et à l'est à une ruelle conduisant à la rue du pont, avec circonstances et dépendances, le tout à charge par l'acquéreur d'une rente annuelle constituée de \$12.00 payable le premier octobre de chaque année à Dame Thimothé Pelletier.

Pour être vendu MERCREDI, le DIXIÈME jour de JANVIER 1945 à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du Shérif, en la cité de Rivière-du-Loup.

Le shérif,  
E. A. DOUCET.

Bureau du Shérif,  
Rivière-du-Loup, 5 décembre 1944. 7965-49-2-0

[Première publication, 9 décembre 1944]

**MONTMAGNY**

Dans la Cour Supérieure  
Canada, }  
Province de Québec, } MELLE SARAH  
District de Montmagny, } AUDET, ren-  
N° 4316 } tière, de St-Léon de  
Standon, Co. Dorchester, demanderesse; vs JOSEPH ROYER, de St-Fabien de Panet, Co. Montmagny, défendeur.

"Les améliorations, impenses, et constructions faites sur le lot numéro 3, rang 3, par le défendeur dans cette cause, lequel lot est détenu par ce dernier sous billet de location de la Couronne, depuis au-delà de six ans, et se désigne comme suit:

"Le lot de terre numéro 3, rang 3, du cadastre officiel pour le canton de Panet, situé dans le village de St-Fabien de Panet, Co. Montmagny, borné au nord-ouest par la ligne entre le 2ième et le 3ième rang, au nord-est par le lot numéro

**SHERIFFS' SALES**

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**KAMOURASKA**

Magistrate's Court.—District of Kamouraska  
No. 12754 } ERNEST LÉVESQUE, funeral undertaker, of the city of Rivière-du-Loup, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE DELVINA OUELLET, in her lifetime of the city of Rivière-du-Loup, defendants.

An emplacement being, on the cadastre for the town of Fraserville, part of lot number five hundred and forty (Pt. 540), measuring about fifty feet in front, from North to South, by sixty-five feet in depth, from Northeast to Southwest, bounded on the North by Émile Fournier, on the South by J. O. Pelletier, on the West by Rivière-du-Loup, and on the East by a lane leading to "du pont" street—with circumstances and dependencies, the whole subject, for the purchaser, to an annual constituted rent of \$12 payable on the first of October of each year to Dame Thimothé Pelletier.

To be sold on WEDNESDAY, the TENTH day of JANUARY, 1945, at TEN o'clock in the forenoon, at the Sheriff's Office, in the city of Rivière-du-Loup.

E. A. DOUCET,  
Sheriff.

Sheriff's Office,  
Rivière-du-Loup, December 5th, 1944.

7965-49-2

[First publication, December 9th, 1944]

**MONTMAGNY**

In the Superior Court  
Canada }  
Province of Quebec, } MELLE SARAH  
District of Montmagny, } AUDET, an-  
No. 4316 } nuitant, of St-Léon de  
Standon, Co. Dorchester, plaintiff; vs JOSEPH ROYER, of St-Fabien de Panet, Co. Montmagny, defendant.

"The improvements, repairs and constructions made on lot number 3, range 3, by the defendant in this cause, said lot being held by the latter under location ticket of the Crown, since over six years and being designated as follows:

"Lot of land number 3, range 3 of the official cadastre for the township of Panet, situate in the village of St-Fabien de Panet, Co. Montmagny, bounded on the Northwest by the line between the 2nd and 3rd ranges, on the North-

2, au sud-est par la ligne entre le 3ième et 4ième rang et au sud-ouest par le lot numéro 4, mesurant treize chaines de front sur quatre-vingt chaines et quatre-vingt mailles de profondeur, contenant en superficie cent cinq acres (105)".

Pour être vendues, à la porte de l'église paroissiale de St-Fabien de Panet, Co. Montmagny, MERCREDI, le DIX JANVIER 1945, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,  
Montmagny, 4 décembre 1944. J. A. CARON.  
[Première publication, 9 décembre 1944]

east by lot number 2, on the Southeast by the line between the 3rd and 4th ranges and on the Southwest by lot number 4, measuring thirteen chains in front by eighty chains and eighty links in depth, containing an area of one hundred and five acres (105)".

To be sold at the parochial church door of St-Fabien de Panet, Co. Montmagny, on WEDNESDAY, the TENTH of JANUARY, 1945, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. A. CARON,  
Montmagny, December 4th, 1944. Sheriff.  
[First publication, December 9th, 1944]

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure.—District of Montréal  
Montréal, à savoir: } DAME MARIE BLAN-  
230476 } CHE VANCHES-  
TEING, veuve de Joseph Alcidas Leclerc, deman-  
deresse; vs DOMINATEUR VANCHES-  
TEING es-qualité de tuteur aux enfants mineurs  
de feu Joseph Alcidas Leclerc et al, défendeurs  
es-qualité.

Une terre située dans la paroisse de St-Antoine, dans la deuxième concession, connue et désignée sous le lot numéro cent soixante-trois (163) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Antoine, comté de Verchères, tenant d'un bout à Heliodore Dupont, d'autre bout au chemin public des quarante, d'un côté à Édouard Corbeil, d'un autre côté à Antoine St-Germain, la partie du lot numéro cent soixante-trois susdit, comprise et située du côté sud-est du chemin susdit, appartenant à Stanislas Gaudette, soit environ trois arpents en superficie, étant distraite de la terre sus-désignée et contenant, la terre présentement vendue, une largeur de trois arpents sur une profondeur de vingt-neuf arpents, plus ou moins et avec les bâtisses y érigées; tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendue, à la porte de l'église paroissiale, de la paroisse Saint-Antoine-de Padoue, comté de Verchères, le ONZE JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$340 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Louis Cousineau, daté le 24 octobre 1944.

Bureau du Shérif, Le shérif,  
Montréal, 5 décembre 1944. L.-P. CAISSE.  
Publications du 28 octobre et du 18 novembre  
sont nulles.  
[Première publication, 9 décembre 1944]

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District of Montréal  
Montréal, à savoir: } THE ROYAL TRUST  
215253 } COMPANY, deman-  
deresse, vs J.-ARTHUR ARCHAMBAULT,  
es-qualité de curateur à la succession vacante de  
feu Thomas Williamson, défendeur, et EDWIN  
LESLIE WALTER HENDEN, curateur au  
délaissement.

Comme appartenant au défendeur es-qualité, mais aux mains dudit curateur au délaissement.  
"Un morceau de terrain comprenant les subdivisions un, deux, trois, quatre et cinq de la subdivision officielle du lot numéro seize cent vingt-sept (Nos 1627-1, 2, 3, 4 et 5) aux plan et livre de

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court.—District of Montréal  
Montréal, to wit: } DAME MARIE BLAN-  
230476 } CHE VANCHES-  
TEING, widow of Joseph Alcidas Leclerc,  
plaintiff; vs DOMINATEUR VANCHES-  
TEING, in his quality of tutor of the minor  
children of the late Joseph Alcidas Leclerc et al,  
defendants es-qualité.

A farm situate in the parish of St-Antoine, in the second concession, known and designated under lot number one hundred and sixty-three (163) of the official plan and in the book of reference of the parish of St-Antoine, county of Verchères, bounded at one end by Heliodore Dupont, at the other end by the public road "des quarante", on one side by Édouard Corbeil, on another side by Antoine St-Germain, the part of lot number one hundred and sixty-three aforesaid, comprised and situate on the Southeast side of the aforesaid road, belonging to Stanislas Gaudette, namely about three arpents in superficial area, being deducted from the aforesaid farm and containing the land presently sold, a width of three arpents by a depth of twenty-nine arpents, more or less and with the buildings thereon erected; as the whole presently subsists with the active or passive apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold, at the parochial church door of the parish of Saint-Antoine de Padoue, county of Verchères, on the ELEVENTH of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$340 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Louis Cousineau, dated October 24th, 1944.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,  
Montreal, December 5th, 1944. Sheriff.  
Publications of October 28th and of November  
18th are null.  
[First publication, December 9th, 1944]

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montréal  
Montréal, to wit: } THE ROYAL TRUST  
215253 } COMPANY, plaintiff,  
vs J. ARTHUR ARCHAMBAULT es-qualité of  
curator to the vacant estate of the late Thomas  
Williamson, defendant and EDWIN LESLIE  
WALTER HENDEN, curator to the surrender.

As belonging to the defendant es-qualité, but in the hands of the said Curator to the surrender.  
"A piece of land comprising subdivisions one, two, three, four and five of the official subdivision of lot number sixteen hundred and twenty-seven (Nos. 1627-1, 2, 3, 4 and 5) of the Official Plan

renvoi officiels du quartier St-Antoine de la cité de Montréal, formant un bloc borné au nord-ouest par la rue Ste-Catherine ouest, au sud-ouest par la rue Fort, au sud-est par une ruelle de seize (16) pieds de largeur, étant la subdivision six du lot officiel numéro seize cent vingt-sept (1627-6), et au nord-est par la propriété de George Young ou ses représentants ou ayants-droit, étant le lot numéro seize cent vingt-huit-E (1628-E) audit plan officiel.

"Avec cinq maisons de pierres et de briques dessus érigées, connues comme étant les numéros 1950 à 1982 (autrefois Nos 920 à 928) tous deux inclusivement, rue Ste-Catherine ouest, et des Nos 1287 à 1305 (autrefois N° 63) rue Fort.

"Avec l'usage en commun avec d'autres de la dite ruelle en arrière.

"Ledit morceau de terrain contient cent vingt pieds, mesure française, égale à environ cent vingt-huit pieds, mesure anglaise, par une profondeur de cent quarante-sept pieds et sept pouces dans la ligne sud-ouest, et de cent quarante-sept pieds et onze pouces et demi dans la ligne de côté nord-est, mesure anglaise, et plus ou moins; comme le tout se trouve présentement."

Pour être vendu en bloc, sujette aux baux en cours et aux obligations du bailleur, à mon bureau en la cité de Montréal, le ONZIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$8,555 sera exigé de tout offrant et enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Louis Cousineau en date du 17 novembre 1944.

Bureau du shérif, Montréal, le 5 décembre 1944. [Première publication, 9 décembre 1944]

Le shérif, L.-P. CAISSE.

and Book of Reference of the St. Antoine Ward of the City of Montreal, forming a block bounded to the North West by St. Catherine Street West, to the South West by Fort Street, to the South East by a lane of sixteen (16) feet in width, being subdivision six of official lot number sixteen hundred and twenty-seven (1627-6), and to the North East by the property of George Young or his representatives or assigns, being lot number sixteen hundred and twenty-eight-E (1628-E) of the said official plan.

"With five stone and brick houses thereon erected, known as Nos. 1950 to 1982 (formerly Nos. 920 to 928) both inclusive, St. Catherine Street West, and Nos. 1287 to 1305 (formerly No. 63) Fort Street.

"With the use in common with others of the said lane in rear.

"The said piece of land contains one hundred and twenty feet, French measure, equal to about one hundred and twenty-eight feet, English measure, by a depth of one hundred and forty-seven feet seven inches in the South West line, and of one hundred and forty-seven feet eleven and a half inches in the North East side line, English measure, and more or less; as the whole now subsists."

To be sold "en bloc", subject to existing leases and lessor's obligations thereunder, at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of JANUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$8555.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Louis Cousineau, dated november 17th, 1944.

Sheriff's Office, Montreal, December 5th, 1944. [First publication, December 9th, 1944]

L. P. CAISSE, Sheriff.

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } ALEXANDRE MARIER, Demandeur; vs JOSEPH-ARTHUR ARCHAMBAULT, es-qualité de curateur à la succession vacante de Léon Lévesque, défendeur.

"Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent vingt-neuf (329-162) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte St-Louis, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, et portant les numéros civiques 4585 et 4587 de la rue Brébeuf à Montréal."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUX FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$340.00 sera exigé de tout offrant, ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Savard, en date du 27 décembre 1944.

Bureau du Shérif, Montréal, 27 décembre 1944. [Première publication, 30 décembre 1944]

Le Shérif, L.-P. CAISSE.

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

S. C.—District of Montreal

Montreal, to wit: } ALEXANDRE MARIER, plaintiff; vs JOSEPH ARTHUR ARCHAMBAULT, es-qualité of curator to the vacant estate of Léon Lévesque, defendant.

A lot of land known and designated as being lot number one hundred and sixty-two of the official subdivision of original lot number three hundred and twenty-nine (329-162) on the official plan and in the book of reference of the Village of Côte St-Louis—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and bearing civic numbers 4585 and 4587 Brébeuf street, Montreal.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SECOND of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$340 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Savard, dated December 27th, 1944.

Sheriff's Office, Montreal, December 27, 1944. [First publication, December 30, 1944]

L. P. CAISSE, Sheriff.

**ROBERVAL**

*Fieri Facias*

Cour Supérieure.—District de Roberval.

Canada, } J. V. TREMBLAY, } avocat, résidant et } pratiquant en la Ville } de St-Joseph d'Alma, district de Roberval,

**ROBERVAL**

*Fieri Facias*

Superior Court.—District of Roberval.

Canada, } J. V. TREMBLAY, } advocate, residing } and practising in the } town of St. Joseph d'Alma, district of Rober-

demandeur; vs JOSEPH-ARTHUR LAROCHE, cultivateur, de Delisles, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Le lot de terre ou ferme numéro vingt-six (26) du rang cinq (5), au cadastre officiel du canton Delisles, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à distraire un emplacement appartenant à Émile Maltais ou représentants".

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Cœur de Marie, comté Lac St-Jean-Est, P.Q., MARDI, le TRENTE de JANVIER mil neuf cent quarante-cinq à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Roberval, ce 26 décembre 1944. A. LACOMBE.  
8127-52-2-0  
[Première publication, le 30 décembre 1944]

**ROUYN-NORANDA**

Cour Supérieure—District de Rouyn-Noranda. No 1234 } JOS. MONTEMURRO, épicier, de Rouyn; versus KARL BLAIR, de Rouyn, à savoir:

Comme appartenant au défendeur, le lot portant le numéro 638 du bloc 41 du cadastre officiel du canton Rouyn, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances, portant le numéro 188 de la Rue Perreault Ouest, en la ville de Rouyn, dit district, sera vendu à la porte de l'église St-Michel Archange de Rouyn, dit district, MERCREDI, le TRENTE-UNIÈME jour de JANVIER 1944, à DIX heures du matin.

Cabinet du Shérif; Le Shérif,  
Rouyn, le 26ème jour de décembre 1944. J. H. CHARBONNEAU.  
8144-52-2-0  
[Première publication, 30 décembre 1944]

**TERREBONNE**

Cour Supérieure.—District de Terrebonne. Canada, Province de Québec. } GARAGE SAINT-JÉRÔME LIMITEE, un corps politique dûment incorporé suivant la loi, ayant son siège social en la ville de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, demandeur; vs MIKE PITCHEROCK et NICK PITCHEROCK, tous deux de St-Colomban, dans le district de Terrebonne, défendeurs.

Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Colomban, dans le comté des Deux-Montagnes, sous les numéros cent trente-quatre, cent trente-cinq et cent trente-six (N° 134-135 et 136) avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus le TRENTE-UNIÈME jour de JANVIER, mil neuf cent quarante-cinq à DEUX heures de l'après-midi à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Colomban.

Bureau du Shérif, Le shérif,  
St-Jérôme, le 20 décembre 1944. ALBERT FOURNELLE.  
8128-52-2-0  
[Première publication, le 30 décembre 1944]

val, plaintiff; vs JOSEPH ARTHUR LAROCHE, farmer, of Delisles, defendant.

As belonging to the defendant:

The lot of land or farm number twenty-six (26) of range five (5), of the official cadastre for the township Delisles—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save to be deducted, an emplacement belonging to Émile Maltais or representatives.

To be sold, at the church door of St-Cœur de Marie, county of Lake St. John-East, P.Q., on TUESDAY the 30th of JANUARY, one thousand nine hundred and forty-five, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, A. LACOMBE,  
Roberval, December 26th, 1944. Sheriff.  
8127-52-2  
[First publication, December 30th, 1944]

**ROUYN-NORANDA**

Superior Court—District of Rouyn-Noranda. No. 1234 } JOS. MONTEMURRO, grocer, of Rouyn; versus KARL BLAIR, of Rouyn, to wit:

As belonging to the defendant, lot number 638, block 41 of the official cadastre of the Township of Rouyn, with building thereon erected, circumstances and dependencies; bearing number 188 Perreault Street West, in the Town of Rouyn, in the said district, will be sold at the Church door of St-Michel Archange de Rouyn, WEDNESDAY, the THIRTY FIRST day of JANUARY, 1945, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. H. CHARBONNEAU,  
Rouyn, this 26th day of December 1944. Sheriff.  
8144-52-2-0  
[First publication, December 30th, 1944]

**TERREBONNE**

Superior Court.—District of Terrebonne. Canada, Province of Québec. } GARAGE SAINT-JEROME LIMITED, a body politic and corporate according to the law, having its social place of business in the town of Saint Jerome, in the district of Terrebonne, plaintiff; vs MIKE PITCHEROCK and NICK PITCHEROCK, both of St Colomban, in the district of Terrebonne, defendants.

The lots of land known and designated according to the official plan and book of reference of the parish of St Colomban, in the county of Deux-Montagnes, under numbers one hundred and thirty-four, one hundred and thirty-five and one hundred and thirty-six (No. 134-135-136) with the buildings thereon erected.

To be sold on the THIRTY-FIRST day of JANUARY one thousand nine hundred and forty-five at TWO o'clock in the afternoon, at the church door of the parish of Saint Colomban.

Sheriff's Office, ALBERT FOURNELLE,  
St-Jérôme, December 20th, 1944. Sheriff.  
8128-52-2-0  
[First publication, December 30th, 1944]

**Index de la Gazette officielle de Québec, No 52**

**Index of the Quebec Official Gazette, No. 52**

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:**

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:**

Ménard vs Lemyre..... 2696  
Veilleux vs Poulin..... 2696

Ménard vs Lemyre..... 2696  
Veilleux vs Poulin..... 2696

## ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:

- 5062—Employés municipaux de Saint-Joseph d'Alma..... 2696  
 5063—Métiers de barbier et de coiffeur dans les comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm..... 2697  
 5064—Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Saint-Hyacinthe 2697

## AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2681

## AVIS DIVERS:

- Association des Employés du Bas Façonné de la Nordic Hosiery, Inc. (Formation)..... 2700  
 Frontenac Ice Cream Company Limited (Directeurs)..... 2700  
 Le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec (Dr. J.-H. Bégin)..... 2700  
 St-Honoré, paroisse (Tirage d'obligations)..... 2701

## BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

- Bills privés..... 2701

## BUREAU-CHEF:

- Victory Investments Limited..... 2701

## CHARTES—ABANDON DE:

- Circo Employees Securities Corporation.. 2702  
 La Cie de Construction et Camionnage Limitée..... 2702

## DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

- Caisse de Remboursement..... 2703  
 Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la cité de Sherbrooke *et al.*.. 2702  
 Hôpital Jeffery Hale..... 2704  
 Lapointe, Jean..... 2705  
 L'Association provinciale des instituteurs protestants de Québec..... 2702  
 Palladina, Thomas..... 2704  
 Rouyn, ville..... 2704  
 St-Georges-ouest, village..... 2703  
 Succession Anna Vallée-Cheff..... 2702  
 Succession J.-B.-Avila Corbeil..... 2703

## DÉPARTEMENTS—Avis des:

## AGRICULTURE:

- Harricana Horticultural Society..... 2705

## INSTRUCTION PUBLIQUE:

- Commission scolaire centrale protestante de Richmond-Drummond-Arthabaska. 2705  
 Milan, munic. scolaire..... 2705

## TRAVAIL:

- Comité paritaire de l'industrie de la lithographie de la province de Québec (Prélèvement)..... 2708  
 Comité paritaire de l'industrie des gants fins (Prélèvement)..... 2706  
 Comité paritaire de l'industrie et du commerce de la région du Lac St-Jean (Prolongation de prélèvement)..... 2707

## ORDERS-IN-COUNCIL:

- 5062—Municipal employees of Saint-Joseph d'Alma..... 2696  
 5063—Barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm..... 2697  
 5064—Barber and male and female hairdresser trades in the St. Hyacinthe District..... 2697

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2681

## MISCELLANEOUS NOTICES:

- Association des Employés du Bas Façonné de la Nordic Hosiery, Inc. (Formation)..... 2700  
 Frontenac Ice Cream Company Limited (Directeurs)..... 2700  
 The College of Physicians & Surgeons of the Province of Quebec (Dr. J. H. Bégin)..... 2700  
 St-Honoré, parish (Drawing of bonds).... 2701

## BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

- Private Bills..... 2701

## CHIEF-OFFICE:

- Victory Investments Limited..... 2701

## CHARTERS—SURRENDER OF:

- Circo Employees Securities Corporation.. 2702  
 La Cie de Construction et Camionnage Limitée..... 2702

## APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

- Caisse de Remboursement..... 2703  
 Roman Catholic School Commissioners of the City of Sherbrooke *et al.*..... 2702  
 Jeffery Hale's Hospital..... 2704  
 Lapointe, Jean..... 2705  
 Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec..... 2702  
 Palladina, Thomas..... 2704  
 Rouyn, town..... 2704  
 St-Georges-ouest, village..... 2703  
 Estate of Anna Vallée-Cheff..... 2702  
 Estate of J.-B.-Avila Corbeil..... 2703

## DEPARTMENTAL NOTICES:

## AGRICULTURE:

- Harricana Horticultural Society..... 2705

## EDUCATION:

- Richmond-Drummond-Arthabaska Protestant Central School Board..... 2705  
 Milan, school munic..... 2705

## LABOUR:

- Lithographing industry parity committee for the Province of Quebec (Levy)..... 2708  
 Joint committee of the fine glove industry (Levy)..... 2706  
 Joint committee of the industry and commerce of the Lake St. John District (Extension of levy)..... 2707

**TRÉSOR:**

**Assurances:**

Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec.....	2710
Société de Secours Mutuels des employés de la Canadian Johns' Manville Company Limited d'Asbestos.....	2710
The Victory Insurance Company Limited	2709

**ERRATUM:**

Maltais, J.-L.....	2710
--------------------	------

**LETTRES PATENTES:**

Betty Belle Ltd.....	2682
Block's Incorporated.....	2683
Camp Ville Marie.....	2683
Canadian Art Theatre Incorporated.....	2683
Dalmax Limited.....	2684
Ernie Realities Inc.....	2684
Frances Joy Incorporated.....	2685
Gatineau Amusement Inc.....	2685
General Distributors Incorporated.....	2686
Gilfred Realty Corporation.....	2686
Graceline Handbags Ltd.....	2687
Hardware & Woodenware Inc.....	2687
Jay-Em Investment Corp.....	2688
J. Wayne Burnett Inc.....	2688
Kay-Cee Toggery Limited.....	2689
La Cie de l'Aqueduc de St-Benoit Ltée.....	2689
Lauzon & Lauzon Limitée.....	2690
Lemo Shops Inc.....	2690
Marjorie Daw Fashions Inc.....	2691
Marlene Dress Incorporated.....	2691
Mascouche Community Club, Inc.....	2691
Mayor Fur Corporation.....	2692
Mont-Laurier Oil Ltée.....	2692
Montreal Enterprise Limited.....	2693
Natural Products Corporation.....	2694
Nordan Glove Corp.....	2693
Oxford Realities Inc.....	2694
Ozias Gagnon Limitée.....	2694
Rensie Watch Company Ltd.....	2695

**TREASURY:**

**Insurance:**

Caisse de Bénéfices de l'Ordre Loyal des Moose de Québec.....	2710
Société de Secours Mutuels des employés de la Canadian Johns' Manville Company Limited d'Asbestos.....	2710
The Victory Insurance Company Limited	2709

**ERRATUM:**

Maltais, J.-L.....	2710
--------------------	------

**LETTERS PATENT:**

Betty Belle Ltd.....	2682
Block's Incorporated.....	2683
Camp Ville Marie.....	2683
Canadian Art Theatre Incorporated.....	2683
Dalmax Limited.....	2684
Ernie Realities Inc.....	2684
Frances Joy Incorporated.....	2685
Gatineau Amusement Inc.....	2685
General Distributors Incorporated.....	2686
Gilfred Realty Corporation.....	2686
Graceline Handbags Ltd.....	2687
Hardware & Woodenware Inc.....	2687
Jay-Em Investment Corp.....	2688
J. Wayne Burnett Inc.....	2688
Kay-Cee Toggery Limited.....	2689
La Cie de l'Aqueduc de St-Benoit Ltée.....	2689
Lauzon & Lauzon Limitée.....	2690
Lemo Shops Inc.....	2690
Marjorie Daw Fashions Inc.....	2691
Marlene Dress Incorporated.....	2691
Mascouche Community Club, Inc.....	2691
Mayor Fur Corporation.....	2692
Mont-Laurier Oil Ltée.....	2692
Montreal Enterprise Limited.....	2693
Natural Products Corporation.....	2694
Nordan Glove Corp.....	2693
Oxford Realities Inc.....	2694
Ozias Gagnon Limitée.....	2694
Rensie Watch Company Ltd.....	2695

**LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:**

Glenn Clothing Inc.....	2695
Hodge Auto Parts (Montreal) Limited.....	2695

**SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:**

Glenn Clothing Inc.....	2695
Hodge Auto Parts (Montreal) Limited.....	2695

**MINUTES DE NOTAIRES:**

Jean-Paul Bonin.....	2711
Villeneuve, Guy.....	2711

**NOTARIAL MINUTES:**

Jean-Paul Bonin.....	2711
Villeneuve, Guy.....	2711

**NOMINATIONS:**

Diverses.....	2711
---------------	------

**APPOINTMENTS:**

Miscellaneous.....	2711
--------------------	------

**PROCLAMATIONS:**

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	2714
Cour des sessions de la paix, district de Trois-Rivières.....	2713

**PROCLAMATIONS:**

Convocation of the Legislature for the dispatch of business.....	2714
Court of the Sessions of the Peace, district of Trois-Rivières.....	2713

**VENTE, LOI DE FAILLITE:**

J. A. Major Démolition Enregistrée.....	2714
---	------

**SALE, BANKRUPTCY ACT:**

J. A. Major Démolition Enregistrée.....	2714
---	------

**VENTE PAR LICITATION:**

Beaulieu <i>et vir</i> vs Beaulieu <i>et al.</i> .....	2715
--	------

**SALE BY LICITATION:**

Beaulieu <i>et vir</i> vs Beaulieu <i>et al.</i> .....	2715
--	------

**VENTE POUR TAXES:**

Matane, ville.....	2717
--------------------	------

**SALE FOR TAXES:**

Matane, town.....	2717
-------------------	------

**VENTES PAR LES SHÉRIFS:**

*Kamouraska:*

Lévesque vs Héritiers de Delvina Ouellet 2718

*Montmagny:*

Audet vs Royer..... 2718

*Montréal:*

Marier vs Archambault..... 2720

Royal Trust Co. vs Archambault..... 2719

Vanchesteing vs Vanchesteing *et al.*..... 2719

*Roberval:*

Tremblay vs Larouche..... 2720

*Rouyn-Noranda:*

Montemurro vs Blair..... 2721

*Terrebonne:*

Garage Saint-Jérôme Limitée vs Pitche-  
rock *et al.*..... 2721

8150-o

**SHERIFFS' SALES:**

*Kamouraska:*

Lévesque vs Heirs of Delvina Ouellet.... 2718

*Montmagny:*

Audet vs Royer..... 2718

*Montreal:*

Marier vs Archambault..... 2720

Royal Trust Co. vs Archambault..... 2719

Vanchesteing vs Vanchesteing *et al.*..... 2719

*Roberval:*

Tremblay vs Larouche..... 2720

*Rouyn-Noranda:*

Montemurro vs Blair..... 2721

*Terrebonne:*

Garage Saint-Jérôme Limitée vs Pitche-  
rock *et al.*..... 2721

8150-o